

**L'intervention alliée en Haute-Silésie, 1920-1922,**

**De l'interposition à la guerre hybride,**

**Quels enseignements pour nos missions actuelles ?**

Chef de Bataillon Antoine MATHEY

Stagiaire de la 25<sup>ème</sup> promotion de l'Ecole de guerre



« Tandis que dans les cafés et les brasseries, et partout en Allemagne, des réunions de protestation se lamentaient sur le sort de la Haute-Silésie, nous, pour sauver au moins ce qui pouvait être sauvé, nous mettions en sécurité les armes dont nous nous étions servis. Nous les faisons passer en contrebande par des chemins détournés à travers la frontière ouest, car la police prussienne surveillait nos actes avec des yeux encore plus malveillants que la Commission interalliée. Nous les enterrions dans les bois, nous les mettions à l'abri chez des gens restés fidèles à l'Allemagne, [...].

Nous séjournâmes encore deux mois en Haute-Silésie. Nous étions de soi-disant ouvriers agricoles et pendant la journée nous liions des gerbes, nous les chargions sur des chars branlants, nous fauchions et nous battions le blé. Mais durant la nuit nous faisons la contrebande des armes et nous surveillions la frontière polonaise. »

*Les réprouvés, 1930*

Ernst Von Salomon



## **Résumé**

En Haute-Silésie, la Pologne et l'Allemagne, qui ne peuvent se permettre une confrontation armée directe pour des raisons diplomatiques, se voient contraintes de mettre en œuvre une stratégie indirecte, mêlant noyautage des grandes organisations, utilisation d'agents clandestins et de troupes irrégulières sans uniforme, ainsi que des opérations d'influence pour gagner les faveurs des populations ou de la communauté internationale. Ces modes d'actions, utilisés avec succès dans cette province, restent particulièrement d'actualité et doivent être étudiés afin de comprendre les ressorts de la stratégie hybride.

En Haute-Silésie, face à cette guerre d'un type nouveau à laquelle les troupes alliées ne sont pas préparées, le commandement militaire, avec l'appui des composantes civiles qui forment la mission intégrée, va adapter ses moyens pour vaincre l'hybridité. De l'étude comparative de cette situation et des guerres hybrides actuelles, il semble indispensable de contrôler, non plus un champ de bataille unique où se déroule la confrontation armée, mais, successivement, trois champs de bataille indispensables pour vaincre l'hybridité : le soutien de l'opinion nationale et internationale par la mise en œuvre d'une stratégie politico-militaire cohérente sur le terrain, acceptée médiatiquement et soutenable économiquement ; le milieu physique contrôlé par les forces conventionnelles et les unités supplétives nécessaires au maillage du territoire ; enfin, le champ des perceptions des populations locales qu'il convient de contrôler et de protéger des influences néfastes.

## **Abstract**

In Upper Silesia, Poland and Germany, which cannot afford a direct armed confrontation for diplomatic reasons, are forced to implement an indirect strategy, involving the infiltration of large organizations, the use of clandestine agents and irregular troops without uniform, as well as influence operations to win the favor of the people or the international community. These modes of action, used successfully in Upper Silesia, remain particularly topical and must be studied in order to understand the springs of the hybrid strategy.

In Upper Silesia, faced with this war of a new type to which the allied troops are unprepared, the military command, with the support of the civilian components that form the integrated mission, will adapt its means to overcome the hybridity. From the comparative study of this situation to the current hybrid wars, it seems indispensable to control, no longer a single battlefield, the one where the armed confrontation take place, but, successively, three battlefields indispensable to overcome hybridity: the control of national and international opinion through the implementation of a politico-military strategy coherent on the ground, accepted mediatically and economically sustainable; the controlled physical environment by the conventional forces and the local units necessary to the mesh of the territory; finally, the perceptions of local populations that should be controlled and protected from harmful influences.

## Introduction

Le 4 juillet 1921, le chef de bataillon Montalègre, commandant le 27<sup>e</sup> B.C.A, est assassiné à Gleiwitz lors d'un attentat perpétré par un jeune nationaliste allemand. L'assassin obtiendra les circonstances atténuantes à son procès puisque, « l'accusé a voulu gagner une récompense offerte à qui pouvait tuer un officier français »<sup>1</sup>. De janvier 1920, date de son déploiement en Haute-Silésie, à juin 1922, date de son retour en France, la 46<sup>e</sup> division a perdu 121 officiers et soldats. Épisode oublié d'une guerre qui se poursuit bien au-delà du 11 novembre 1918.

L'intervention en Haute-Silésie devait être une mission d'interposition entre les communautés allemandes et polonaises afin de permettre le bon déroulement d'un plébiscite chargé de définir le partage de la région. La France, nation cadre de cette coalition entre alliés (Royaume-Uni et Italie), possède des intérêts nationaux en contradiction avec la partialité qu'impose la mission. Christophe Laforest note : « Les intérêts économiques français en Pologne étaient, par ailleurs, considérables. La France était le premier investisseur étranger en Pologne et le deuxième créancier de ce pays, derrière les États-Unis »<sup>2</sup>. Les récents accords économique et stratégique avec la Pologne renaissante, militent pour une dévolution du bassin minier dans sa totalité au nouvel État, afin que celui-ci dispose d'une base industrielle puissante.

Le général le Rond prend le commandement de la commission interalliée de gouvernement et de plébiscite (C.I.G.P), mission intégrée comportant deux volets, civil et militaire. Très rapidement, les premières discordes apparaissent entre les alliés quant à leur positionnement face à la question silésienne. Une véritable guerre de l'information prend forme entre la France et le Royaume-Uni. De leur côté, Pologne et Allemagne jouent des dissensions entre alliés, en menant des stratégies indirectes avec des modes d'actions irréguliers, pour s'assurer le soutien des populations mais aussi de la communauté internationale.

Sur le terrain, la C.I.G.P fait face à des difficultés qui se montrent bien différentes des appréciations nationales, en particulier celles de la France. Le Gal le Rond doit en permanence prendre en considération les recommandations de son gouvernement et la

---

<sup>1</sup> La France Militaire, 28 août 1921.

<sup>2</sup> Christophe Laforest, *La stratégie française et la Pologne (1919-1939). Aspects économiques et implications politiques*, in : Histoire, économie et société, 2003, 22<sup>e</sup> année, n°3. pp. 395-41.

situation entre l'Allemagne et la Pologne, qui s'affrontent de façon interposée par des groupes armés. Une véritable confrontation prend forme entre la volonté stratégique et la réalité opérative. Les contingents font face à un conflit qui possède toutes les caractéristiques d'une guerre hybride actuelle : utilisation massive d'agents clandestins, noyautage des organisations locales, unités militaires sans uniforme, guerre psychologique et économique...

Créé en 2005 par deux officiers américains du corps des Marines, le général James Mattis et le colonel Frank Hoffman<sup>3</sup>, le terme de guerre hybride s'inscrit au départ dans un concept de guerre au sein des populations qui caractérise alors l'intervention des États-Unis en Irak. Cette notion fait, depuis, l'objet de nombreuses analyses afin de mieux cerner en quoi, ce type de guerre diffère des autres. Elie Tenenbaum en donne cette définition qui servira de base de travail pour ce document : « Il faut tout d'abord rappeler que la guerre hybride est une forme de guerre, c'est-à-dire une dialectique des volontés utilisant la force pour résoudre leur conflit : le seul emploi de moyens non-militaires (diplomatie, économie, propagande, etc.) ou la seule menace d'emploi de la force ne peuvent donc suffire à qualifier un conflit de guerre hybride. (...). Loin de couvrir l'ensemble du spectre de la conflictualité, la guerre hybride se situe pour l'essentiel au centre de celui-ci, piochant dans les moyens paramilitaires comme militaires, et combinant autant que possible des approches directes et indirectes au sein d'une même manœuvre. »<sup>4</sup>. Il s'agit donc de la combinaison entre méthodes irrégulières et moyens réguliers dans le cadre d'une stratégie indirecte mise en œuvre par un acteur soucieux d'économiser ses forces et de rester sous un seuil visible d'interventionnisme.

Les troupes alliées au sortir de la Grande guerre articulent toutes leurs doctrines d'emploi autour des grandes manœuvres offensives ou défensives avec une importance accordée au feu de l'artillerie. Le contingent français, sous l'impulsion du général le Rond et du général de Brantes commandant la 46<sup>e</sup> division, s'adaptent au plus vite face à ce changement de milieu. En quelques mois, les hommes passent de la boue des tranchées aux combats urbains, à la traque des agents clandestins et aux opérations de fouille. L'adaptation paraît certainement le mot qui caractérise le mieux ces troupes régulières opposées

---

<sup>3</sup> James N. Mattis (general) et Frank Hoffman (colonel), « Future Warfare: the rise of Hybrid wars », U.S. Marine Corps Proceedings, novembre 2005, vol. 131, n° 11.

<sup>4</sup> Elie Tenenbaum, « le piège de la guerre hybride », Focus stratégique, n°63, octobre 2015.

tactiquement à des irréguliers bénéficiant du soutien de puissance poursuivant une stratégie hybride.

Le colonel Rémi Porte dans son ouvrage *Haute-Silésie 1920-22, Laboratoires des « leçons oubliées » de l'armée française et perceptions nationales*<sup>5</sup> offre une excellente analyse historique de l'intervention alliée en Haute-Silésie en la recadrant dans le contexte politique de l'époque. Frédéric Dessberg présente dans son article *Enjeux et rivalités politiques franco-britanniques : le plébiscite de haute Silésie (1921)*<sup>6</sup>, les visions stratégiques différentes des acteurs internationaux en présence, en particulier celles de la France et du Royaume-Uni. L'article de Nicolas Beaupré, *Occuper l'Allemagne après 1918*<sup>7</sup>, présente le conflit silésien, non plus dans une vision purement locale ou s'affronte Polonais et Allemand, mais dans le cadre d'une crise internationale majeure.

Ce travail se propose pour objectif de sortir du cadre purement historique pour s'intéresser aux enseignements utiles dans le cadre des opérations actuelles : l'intervention alliée en Haute-Silésie 1920-1922, de l'interposition à la guerre hybride, quels enseignements pour nos missions actuelles ? Quelles tactiques et stratégies mettre en œuvre pour vaincre sur le terrain l'hybridité ?

Pour répondre à cette question, ce travail se focalisera tout particulièrement sur les phases préparatoires aux interventions armées de la Pologne et de l'Allemagne, afin de mieux se centrer sur les problématiques d'hybridité. Aussi, ce document n'a pas pour but de juger les acteurs de ce conflit mais, en se plaçant dans une posture d'antériorité, de comprendre leurs décisions face aux événements, afin d'en tirer des conclusions.

Face à la guerre hybride, combinant méthodes irrégulières et moyens réguliers dans une stratégie indirecte, il est impératif pour les coalitions de dépasser leurs intérêts nationaux pour une stratégie politico-militaire cohérente, s'attaquant successivement aux trois champs

---

<sup>5</sup> Rémi Porte (colonel), *Haute-Silésie 1920-22, Laboratoires des « leçons oubliées » de l'armée française et perceptions nationales*, Paris, Riveneuve éditions, 2009.

<sup>6</sup> Frédéric Dessberg, *Enjeux et rivalités politiques franco-britanniques : le plébiscite de haute Silésie (1921)*, Revue historique des armées 254/2009 : les conséquences militaires des traités de paix, Paris, Service historique de la défense, 15 mars 2009.

<sup>7</sup> Nicolas Beaupré, *Occuper l'Allemagne après 1918*, Revue historique des armées 254/2009 : les conséquences militaires des traités de paix, Paris, Service historique de la défense, 15 mars 2009.

de bataille que sont l'opinion nationale et internationale, le milieu physique et enfin la population. Cette succession de d'actions, au caractère interministériel, se révèle indispensable pour contrôler les communautés sur le théâtre, l'espace dans sa totalité et les perceptions, tant locales qu'internationales, afin de contrer dans une stratégie globale, et non plus globalement militaire, l'interventionnisme et l'influence des belligérants extérieurs.

En Haute-Silésie, la Pologne et l'Allemagne, qui ne peuvent se permettre une confrontation armée directe pour des raisons diplomatiques, se voient contraintes de mettre en œuvre une stratégie indirecte, mêlant noyautage des grandes organisations, utilisation d'agents clandestins et de troupes irrégulières sans uniforme, ainsi que des opérations d'influence pour gagner les faveurs des populations ou de la communauté internationale. Ces modes d'actions, utilisés avec succès dans cette province, restent particulièrement d'actualité et doivent être étudiés afin de comprendre les ressorts de la stratégie hybride.

Après l'étude comparée des constantes de la guerre hybride, la seconde partie s'attachera à définir les réponses à y apporter pour la vaincre. En Haute-Silésie, face à cette guerre d'un type nouveau à laquelle les troupes alliées ne sont pas préparées, le commandement militaire, avec l'appui des composantes civiles qui forment la mission intégrée, va adapter ses moyens pour vaincre l'hybridité. De l'étude comparative de cette situation et des guerres hybrides actuelles, il semble indispensable de contrôler, non plus un champ de bataille unique où se déroule la confrontation armée, mais, successivement, trois champs de bataille indispensables pour vaincre l'hybridité : le soutien de l'opinion nationale et internationale par la mise en œuvre d'une stratégie politico-militaire cohérente sur le terrain, acceptée médiatiquement et soutenable économiquement ; le milieu physique contrôlé par les forces conventionnelles et les unités supplétives nécessaires au maillage du territoire ; enfin, le champ des perceptions des populations locales qu'il convient de contrôler et de protéger des influences néfastes.

## **I. Des constantes de la guerre hybride**

Elie Tenenbaum note que « si la guerre en tant qu'activité humaine est hybride par nature, la combinaison du régulier et de l'irrégulier en une seule manœuvre permet d'imposer une tension particulière à l'adversaire. »<sup>8</sup>. La Haute-Silésie en 1921 devient le lieu d'affrontement de deux puissances extérieures, l'Allemagne et la Pologne, qui y développent toutes deux une stratégie globale incluant tous les domaines classiques : diplomatie, économie, militaire... Mais au-delà de ces actions visibles et directes, qui viennent chercher une légitimation aux yeux de la communauté internationale, ces deux nations mènent des opérations indirectes en usant de la porosité du régulier et de l'irrégulier. La Haute-Silésie offre un exemple qui semble aujourd'hui, à bien des égards, très similaire dans certains domaines à celui du rôle joué par la Russie en Ukraine à partir de 2014 ou à la montée de l'État Islamique en Syrie et en Irak la même année : noyautage des organisations et utilisation systématique de combattants irréguliers « sans uniforme » pour le premiers cas et utilisation massive des opérations d'influence et de propagande dans les deux exemples. Ces critères, qui ne constituent pas en eux même une liste exhaustive, apparaissent comme des constantes des guerres hybrides passées et actuelles.

### 1. Le noyautage des organisations par l'extérieur

Dans son essai sur la guerre civile chinoise, Mao Zedong<sup>9</sup> divise la guerre en trois phases dont la première met en avant la nécessité de développer la subversion. Celle-ci se traduit par un noyautage des grandes organisations dans le cadre d'une stratégie de contrôle des administrations, de la société civile et des forces de sécurité. Le belligérant extérieur met en œuvre des actions régulières qui légitiment son rôle : jeu politique, grèves et syndicats, propagande... Mais au-delà de ces actions visibles, des opérations irrégulières, donnant sens à la notion de conflit hybride, sont mises en œuvre : agitateurs extérieurs pour manipuler les foules, intimidation d'élites politiques et de décideurs militaires, voire assassinats ciblés. A travers cette stratégie, le belligérant extérieur recherche le développement de condition

---

<sup>8</sup> Elie Tenenbaum, *op. cit.*

<sup>9</sup> Mao Zedong, « De la guerre prolongée (1938) », in *Ecrits militaires de Mao Tse Toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969.

favorable à l'intervention armée future. Ces modes de mobilisation irréguliers s'inscrivent dans une stratégie authentiquement hybride.

a) Noyautage des administrations par les pays belligérants

En septembre 1920, pendant la seconde insurrection, le lieutenant-colonel Thomas, contrôleur du cercle de Gleiwitz, notait : « Il y a toute une série de fonctionnaires allemands qui ne connaissent que d'autre devoir que la fidélité au Reich et qui ont sciemment, soit fermés les yeux, soit aidé de leur personne, de leur influence ou de leur argent pour assurer le triomphe de l'idée allemande... »<sup>10</sup>. Comme les directeurs de cercle de la C.I.G.P manquent de moyens propres, ils font souvent appel aux administrations locales pour les actions de soutien à la population, ce qui amplifie encore l'action de noyautage de la part de l'Allemagne. Ces administrations délivrent des laissez-passer aux agents clandestins allemands et favorisent leurs actions, soit par un soutien direct, soit par leur passivité. En n'appliquant pas les directives de la C.I.G.P, elles favorisent aussi les actions de propagandes allemandes dans tous les domaines : écoles, syndicats, religieux...

Le noyautage des administrations par un belligérant extérieur s'inscrit pleinement dans une stratégie hybride à des fins d'économie des moyens. En s'assurant du soutien, ou de la complaisance, des institutions contrôlant la région, il peut obtenir un précieux renseignement sur la Force, mais aussi lui imposer des contraintes qui limitent sa liberté d'action. A ce mode d'action qui se réalise sans effusion de sang, se combine le plus souvent le mode opératoire dit de « terrorisme sélectif ». Il s'agit, par des assassinats et des contraintes physiques, de peser sur les personnalités locales non coopérantes, afin de s'accorder leur passivité. Ce type d'action peut être réalisé à travers le recrutement de membres de la pègre locale par le belligérant extérieur ou par des actions clandestines. Aussi, ce noyautage, obtenu par une intervention irrégulière d'agents extérieurs et l'action rémunérée de mafieux locaux, peut se coupler directement avec l'intervention armée régulière, lui permettant d'agir dans un cadre plus permissif avec le soutien des administrations.

Le noyautage des administrations dans les stratégies actuelles de guerre hybride restent difficilement identifiable. Préconisé dans la phase subversive de la guerre révolutionnaire par

---

<sup>10</sup> Rapport du lieutenant-colonel Thomas, annexe 2, n° 295 / 195K du 12 septembre 1920.

Mao Zedong, il gagne en visibilité pendant les guerres chaudes de la Guerre Froide lorsque les partis communistes, encore dans la clandestinité, s'emparent peu à peu des administrations pour favoriser l'action « d'agents étrangers ». L'État Islamique naissant s'est largement appuyé sur la tactique du « terrorisme sélectif » dans les zones où les administrations locales ne lui étaient pas favorables. Dans les régions où il avait acquis le soutien des tributs, Daesch s'est attaché à toujours noyauter les structures dirigeantes de façon à pouvoir asseoir son autorité, tout en s'appuyant sur les chefs coutumiers. La mise en place de « commissaires politiques » dès la phase de stabilisation, afin de veiller à la bonne application des règles, s'est montrée déterminante, tant dans les exemples communistes, que dans l'ascension de l'État Islamique.

b) Utilisations d'éléments extérieurs pour manipuler la société civile

Le *journal des débats* affirme le 21 janvier 1921 que « les Allemands se préparent en Haute-Silésie à manifester contre les troupes d'occupation de l'Entente... Cette manifestation prendra la forme d'une insurrection et les forces nécessaires seront organisées par des officiers spécialement désignés à cet effet, avec la connivence du ministère des Affaires étrangères et du ministère de la Défense... ». Le gouvernement du Reich ne semble pas être le seul à entretenir des agitateurs pour manipuler les foules en Haute-Silésie. En août 1920, le général le Rond observait que « l'agitation a été soutenue par des éléments qui avaient franchi la frontière, éléments qu'il n'est pas toujours facile de distinguer des éléments locaux ». L'utilisation d'agitateurs, directement sous les ordres de l'Allemagne ou de la Pologne, semble courante en Haute-Silésie. Fréquemment utilisés lors des mouvements de foules, ces agitateurs tentent de manœuvrer la population contre la coalition, afin de pousser les alliés à utiliser la force au risque de s'aliéner la population. Dans son article *German political violence and the border plebiscite in Upper Silesia, 1919-1921*, T. Hunt Tooley<sup>11</sup> illustre cette situation par la description de l'action du journaliste Theophil Kupka, agent provocateur d'origine polonaise, utilisé par les allemands et assassiné par des agents clandestins armés par Varsovie.

---

<sup>11</sup> T. Hunt Tooley, *German political violence and the border plebiscite in Upper Silesia, 1919-1921*, in *Central European History*, vol 21, n°1, Cambridge University Press, March 1988

Dans la guerre révolutionnaire ou subversive, Roger Trinquier notait que « l'assaillant s'efforce d'exploiter les tensions internes du pays attaqué, les oppositions politiques, idéologiques, sociales, religieuses, économiques, susceptibles d'avoir une influence profonde sur les populations à conquérir »<sup>12</sup>. Le belligérant extérieur agit sur le territoire visé par l'utilisation d'agents qui lui permettent de manipuler les foules. L'objectif consiste à créer des sympathies pour la cause dans l'ensemble des domaines qui régissent la vie publique, afin de créer des liens entre eux et modifier la perception de la population. Ces agents agissent la plus part du temps comme des agitateurs, afin de pouvoir déclencher des émeutes lors des manifestations et amener la population à s'attaquer à la Force ; l'objectif étant une sur-réaction violente de la coalition, qui entamerait sa crédibilité tant localement que sur le plan international. Mihai Marcel Neag<sup>13</sup> dans *A new typology of war -The hybrid war* remarque que la guerre hybride produit une menace diffuse et permanente, tant pour la population et la Force, et qu'en conséquence cette situation induit une stratégie peu lisible et un positionnement compliqué pour la coalition qui, peu à peu, s'aliène la population et l'opinion internationale par des mauvaises décisions.

Dès 2010, la doctrine militaire russe s'empare des notions d'hybridité afin de faire face à un environnement international considéré comme hostile. En 2013, paraît publiquement la « doctrine Gerasimov » du nom du chef d'état-major des armées russes. L'emploi de méthodes non militaires combinées à une intervention régulière, si nécessaire, est présenté comme indispensable pour faire face aux nouveaux types de guerres. A partir de cette doctrine, deux officiers rédigent un « guide pratique »<sup>14</sup>, dans lequel ils listent les unités nécessaires : service d'actions clandestines, forces spéciales, volontaires locaux, agents infiltrés, mafia... Ils préconisent d'agir sur l'ensemble du spectre des acteurs : médias, ONG, milieux scolaires et religieux... La société civile dans sa globalité doit être maîtrisée et contrôlée pour dénier toute autorité de l'État sur le territoire. Ce mode d'action irrégulier doit être considéré dans le cadre d'une stratégie globale combinée à des objectifs opérationnels à venir lors d'une intervention conventionnelle.

---

<sup>12</sup> Roger Trinquier (commandant), *La guerre moderne*, Paris, Economica, 1961.

<sup>13</sup> Mihai Marcel Neag, *A new typology of war -The hybrid war*, "Nicolae Balcescu" Land Forces Academy, Sibiu, Roumanie, 2016.

<sup>14</sup> S.G. Chekinov & S.A. Bogdanov, *The nature and content of a new generation war*, Russie, 2013.

### c) Des forces de sécurité locales partiales

A l'arrivée des alliés en Haute-Silésie en janvier 1920, la *Sicherheitspolizei*, formation allemande en charge de l'ordre intérieur dans l'ensemble du Reich, assure la sécurité de la région. Équipée comme une unité militaire (mitrailleuses, canons, transmissions...), elle accueille beaucoup d'anciens officiers et sous-officiers de l'armée impériale du fait de la baisse drastique des effectifs imposée par le traité de Versailles. Cette unité allemande, agissant sur un territoire allemand, se révèle particulièrement partiale aux yeux du général le Rond qui annoncera sa dissolution six mois plus tard. Bien que la C.I.G.P instaure une police mixte, l'encadrement reste marqué par son côté germanique du fait des compétences issues de la *Sicherheitspolizei*. Cette unité, placée sous les ordres des alliés, se voit régulièrement accusée de partialité et de soutenir, dans l'ombre, les irréguliers allemands présent sur le sol silésien. Néanmoins, en 1922 lors de la troisième insurrection, les policiers polonais désarment leurs camarades allemands, mettant en évidence le noyautage de la police mixte par des agents possédant une véritable expérience militaire acquise en dehors du territoire silésien.

Parce qu'elles assurent l'ordre public de la zone potentiellement en conflit, les forces de sécurité font l'objet d'une intense activité subversive de la part des belligérants extérieurs. Ces actions appartiennent au domaine irrégulier, s'inscrivant dans une stratégie globale hybride. Les objectifs sont multiples. Le soutien, ou au moins la passivité, de la police face aux unités irrégulières est recherché par les mandataires extérieurs. Le noyautage des forces de sécurité accroît la liberté d'action sur le terrain, afin de préparer la phase offensive. Agir sur les forces de l'ordre permet aussi, de développer leur partialité dans le cadre de leur mission d'interposition et d'intensifier les griefs intercommunautaires pour mieux les retourner contre la force en présence. En dernier lieu, le noyautage des unités de sécurité permet assure leur bienveillance lors de l'intervention conventionnelle. Elles présentent une économie des moyens confortable en maintenant l'ordre sur le territoire lors de l'invasion.

En Afghanistan, face à l'Organisation du traité Atlantique Nord (OTAN), les talibans vont aller plus loin encore dans l'utilisation d'agents infiltrés au sein de l'Armée nationale afghane (ANA) qui combat aux côtés des soldats de la Coalition. Dans un premier temps, l'objectif du noyautage de l'ANA se limite à l'obtention de renseignements sur les opérations. Le but alors s'inscrit dans un domaine purement tactique. Mais à partir de fin 2011, les talibans changent

de domaine d'intervention pour s'engager dans le registre stratégique. Grâce à des éléments infiltrés dans l'ANA, qu'ils noyautent localement, ils vont commanditer des assassinats de soldats de la Coalition, comme le 20 janvier 2012 où, un soldat afghan tue 5 militaires français et en blesse une quinzaine d'autres dans un camp. L'impact stratégique se révèle énorme : le président Sarkozy suspend immédiatement toutes les opérations de formation et d'aide au combat. Ce noyautage de l'armée afghane se révélera, à court terme, bien plus rentable stratégiquement que des années de guérilla.

## 2. L'utilisation des forces irrégulières par les belligérants

Un des principaux attributs de la guerre irrégulière pour un acteur étatique réside dans l'utilisation de combattants sans uniforme, afin d'atteindre des objectifs stratégiques, tout en restant sous le seuil de l'intervention directe, qui mènerait à des mesures de rétorsions internationales à son encontre. La place de l'irrégulier varie en fonction des phases du conflit. Complètement caché au sein de la population, il participe à mettre en œuvre le dispositif clandestin pour appuyer un déploiement des forces régulières. En fonction du niveau de visibilité souhaité par l'État commanditaire, les irréguliers peuvent prendre à leur compte une partie de la sécurité locale dans les zones non contrôlées par la Force et créer ainsi, des sanctuaires pour le développement d'une administration parallèle. Enfin, les irréguliers forment, arment et appuient les mouvements insurgés de façon à pouvoir combiner une intervention des forces conventionnelles à une déstabilisation de la région par les groupes sécessionnistes encadrés par les forces régulières sans uniforme, amenant une hybridation de l'agression.

### a) La mise en œuvre de dispositifs clandestins pour appuyer un déploiement officiel

En Haute-Silésie, les services de renseignements de la C.I.G.P se concentrent prioritairement sur les organisations allemandes et, dans huit cas sur dix, les démantèlements de groupes armés concernent des unités pangermanistes. Pour exemple, une organisation paramilitaire dont le but était de s'emparer des voies ferrées et les gares pour permettre le déploiement de troupes, est démantelée en mars 1921. Du côté polonais, de nombreux témoignages stipulent que des soldats en civil de l'armée régulière sont présents sur le territoire silésien bien avant la seconde insurrection de septembre 1920. A la même période, le

général le Rond reçoit du gouvernement allemand une note concernant des organisations secrètes polonaises en Haute-Silésie qui auraient pour but de s'emparer du territoire par la force. Début 1921, une organisation clandestine paramilitaire, constituée d'une trentaine de groupes de combat, est démantelée. Son but était de supprimer les têtes de propagande allemande pour faciliter la prochaine intervention polonaise.

Afin de permettre le déploiement des forces armées régulières dans des conditions optimales, tant dans le domaine de la connaissance du milieu que dans l'appui par des actions indirectes, les États peuvent user d'agents clandestins ou paramilitaires qui, bien qu'opérant sans uniforme, agissent pour leur compte. De cette situation émane un certain paradoxe, entre une puissance légitime et reconnue préparant une intervention armée visible, et son déploiement de soldats clandestins dans un État souverain, afin de le déstabiliser au moment de l'offensive. Les opérations clandestines ne sont pas l'apanage seulement des pays autoritaires. Toutes les grandes puissances en font usage parce que ce mode d'action s'inscrit dans une logique d'économie des forces et de maîtrise de l'escalade. En effet, lors de l'offensive, ce dispositif irrégulier peut continuer à agir clandestinement, afin de limiter les troupes officiellement engagée en deçà d'un volume qui pourrait paraître comme une agression caractérisée aux yeux de la communauté internationale. Jean Guiton, dans son analyse sur la théorie révolutionnaire développée par Hitler et de l'utilisation des agents clandestins qu'il préconise pour démoraliser l'adversaire, présente une analyse similaire : « Celle-ci a pour caractère de se faire avant la guerre, de vaincre invisiblement avant l'opération des corps d'armes par une opération sur le psychisme. Elle ne consiste pas à chercher la bataille, mais à faire l'économie d'une bataille [...]. Désagréger, avoir des amis dans la place ; enfin attaquer brusquement.»<sup>15</sup>.

Dans la conception occidentale de la guerre, la force armée émane d'un État dépositaire de la violence légitime. Dans le cadre d'une intervention alliée sous mandat international, la Force est préparée à faire face, au mieux, à une organisation militaire hiérarchisée, disciplinée, sous uniforme ; au pire, à des groupes armés qui, à défaut d'uniformité visible, possèdent des structures appréhendables facilement. Dans le cadre des interventions, il importe de se poser la question des capacités des États qui soutiennent le conflit et de leurs

---

<sup>15</sup> Jean Guiton, *Hitler, la révolution et la Guerre*, in *La pensée et la guerre*, Paris, Editions Desclée de Brouwer, 2017, réédition de 1969.

liens avec l'irrégularité. L'utilisation de ce type d'unités irrégulières spécialisées, « les petits hommes verts », en Ukraine par la Russie en 2014, lui a permis de réduire le volume de troupe officiellement engagé sur le terrain afin de transformer, dans l'opinion internationale, une offensive caractérisée sur le Donbass en une force limitée d'appui aux séparatistes. Ainsi, il convient de considérer que, dans le cadre des guerres hybrides, l'intervention armée commence bien avant l'offensive régulière. Pour cela, il importe de caractériser l'agression dès ses débuts afin de pouvoir mettre en œuvre des mécanismes pour lutter contre les opérations subversives.

b) Supplanter les forces de sécurité locales dans les zones non contrôlées par la Force

Dans les campagnes pro-allemandes de Haute-Silésie, les grands propriétaires fonciers accueillent de nombreux irréguliers et corps francs en unités constituées. Transformés en ouvriers agricoles, ces soldats sans uniforme restent sous le commandement de leurs officiers devenus régisseurs ou contremaîtres. Sur ordre, ces groupes armés doivent contrôler les territoires sur lesquels ils sont implantés afin de faciliter l'intervention militaire. Au printemps 1920, 390 groupes de la *Einwohnerwehr* (« groupes de protection des habitants »), totalisant plus de 9 200 membres, résideraient en Haute-Silésie selon la Commission interalliée de contrôle de Berlin. L'Allemagne ne peut pas intervenir militairement en Haute-Silésie sans déclencher la rupture de l'armistice. Le gouvernement du Reich use donc d'une stratégie irrégulière en sponsorisant, dès le temps de paix, des « organisations patriotiques » au caractère paramilitaire afin de contrôler les zones qui lui sont favorables et, le cas échéant, être en mesure d'agir pour son compte lors d'une intervention polonaise.

L'utilisation de soldats irréguliers mandatés par des belligérants extérieurs permet de déployer des troupes dans des zones où la force n'est pas présente du fait de son volume ou de sa nécessaire concentration dans les espaces les plus urbanisés qui apparaissent comme l'enjeu premier pour la stabilisation. Ce mode d'action oblige une dispersion des unités d'interposition afin de montrer leur capacité à contrer la formation de groupes armés encadrés par des soldats irréguliers. Localement, l'utilisation de paramilitaires permet de supplanter les forces de sécurité locales et de créer des zones sanctuaires pour relancer des actions dans la profondeur. Ce mode d'action fait naître un véritable dilemme entre concentration et dispersion, favorisant le combattant hybride qui peut se cacher au sein de la population dès

que la Force agit dans la zone qu'il contrôle. Lors de l'intervention armée, cette force irrégulière deviendra la force principale dans ces zones de moindre intérêt stratégique. Les agents clandestins peuvent alors être remplacés par des forces spéciales régulières afin de donner une visibilité officielle à ce déploiement en périphérie.

Les puissances occidentales mènent aujourd'hui des interventions qui prennent souvent les caractéristiques de guerres limitées, que ce soit dans les moyens engagés, les zones de déploiement et les acteurs impliqués. Les adversaires locaux, ne pouvant faire face avec leurs seules capacités, font appel à leur puissance sponsor afin de leur permettre de monter en gamme en équipement durant le conflit mais, aussi en entraînement et en formation, pendant les phases d'accalmie. Il convient pour la Force de prendre en compte ce lien entre acteurs locaux dépourvus de moyens et soutien international qui lui offre la capacité de devenir une puissance militaire, sans pour autant délaisser les modes d'action irréguliers caractéristiques d'une guerre hybride. Ainsi, Israël découvre en 2006 un Hezbollah détenant des capacités militaires et des technologies propres à une armée moderne grâce au soutien de l'Iran, combinant ainsi, des moyens avec des modes d'action irréguliers. Cette métamorphose fut une véritable surprise stratégique pour Tsahal. Avant toute intervention, il importe donc de bien saisir les liens entre les acteurs armés locaux et les puissances protectrices, afin d'évaluer le potentiel réel qui peut être déployé sur le terrain.

#### c) Former, armer et appuyer au besoin les séparatistes

Lors de la troisième insurrection en Haute-Silésie, dans la nuit du 2 au 3 mai 1921, les groupes armés polonais, encadrés par des officiers en civil, détruisent douze ponts de chemin de fer afin d'interdire une contre-attaque allemande et toute réaction de la part des alliés. Les connaissances techniques nécessaires à la destruction d'ouvrages d'art et la manipulation d'explosifs militaires, qui ne peuvent provenir que de l'autre côté de la frontière silésienne, indiquent la participation d'un encadrement militaire polonais. En formant, armant et appuyant les groupes armés locaux, l'intervention polonaise gagne en effectif et peut agir plus aisément et brusquement sur l'ensemble du territoire, tout en réalisant un effort avec ses unités constituées sur les points stratégiques. Le colonel Rémi Porte note : « Le succès est total et si le commandement allié et les organisations allemandes présentent qu'une action de

force se prépare, aucun ne peut en préciser les éventuelles modalités et tous sont pris de court. »<sup>16</sup>

Dans les conflits hybrides, les États usent des groupes armés qui leur sont favorables afin d'atteindre leur objectifs. Pour cela, les irréguliers participent directement à la formation et à la mise sur pied de groupes paramilitaires locaux afin « qu'ils participent à la stratégie indirecte d'un État »<sup>17</sup>. Lors de l'intervention militaire future, ces groupes armés vont participer à une « guerre couplée »<sup>18</sup>, concept défini par Thomas M. Hubert en 2002. Il s'agit de combiner l'intervention armée régulière avec les forces irrégulières, afin de leur faire mener des actions de reconnaissance ou de harcèlement. Ces groupes paramilitaires deviennent ainsi une force supplétive qui permet à l'intervention militaire de se concentrer sur les zones stratégiques. Afin que ce couplage entre ces deux types de force réussisse, il importe que les groupes paramilitaires soient formés avec la même doctrine et les mêmes équipements pour que l'interopérabilité décuple les effets. Cette force clandestine doit aussi être déployée bien en amont des opérations pour faciliter son engagement, ce qui implique une vraie vision stratégique sur le long terme.

Ce type d'action usant de forces irrégulières connaît un véritablement développement pendant la guerre froide puisqu'il permet à une puissance conventionnelle d'interagir dans un conflit où est fortement impliqué un adversaire. Face à l'État Islamique au Moyen-Orient, cette stratégie de « l'empreinte légère » semble être mise en avant par les grandes puissances. Ainsi, les forces combattantes kurdes de Syrie, comme celles d'Irak, ont été formées et équipées par la Coalition, qui lui a apporté sur le terrain un appui feu aérien. Des forces irrégulières, appartenant aux puissances occidentales, agissent à leur côté, voire les accompagnent et les conseillent aux plus près des combats. A l'origine, cet accompagnement appartenait aux domaines des opérations clandestines, puis avec le temps, les forces spéciales ont pris le relais afin de donner de la visibilité à la coalition. Ce type de guerre par procuration permet un engagement limité pour une puissance. Cependant, elle ne peut pleinement réussir que si elle s'accompagne d'une capacité d'intervention régulière pour appuyer tactiquement et

---

<sup>16</sup> Rémi Porte (colonel), *op. cit.*

<sup>17</sup> Centre Interarmées de Concepts, de Doctrine et d'Expérimentation (CICDE), concept Interarmées (CIA) 3.4.4, *Les opérations contre un Adversaire Irrégulier (ADIR)* 2<sup>e</sup> éd., mars 2011.

<sup>18</sup> Thomas M. Huber, « Compound Warfare: A Conceptual Framework », in Thomas M. Huber (dir), *Compound warfare: the fatal knot*, Fort Leavenworth, KS, U.S. Army Command and General Staff College Press, 2002.

crédibiliser stratégiquement les groupes armés soutenus aux yeux de la communauté internationale.

### 3. L'utilisation massive des opérations d'influence

Les spécialistes des opérations de communication présentent une différenciation entre sa partie stratégique, sous le vocable de guerre de l'information, visant à influencer la communauté internationale, et le volet tactique, présenté sous la version de guerre psychologique, qui cible la population. Ces deux volets semblent aujourd'hui réunis sous l'appellation d'opérations d'influence. La différenciation entre influence et propagande paraît particulièrement fine. Les puissances ennemies font de la propagande alors que les défenseurs du monde libre font de l'influence. Néanmoins, quel que soit le vocable utilisé, l'objectif reste la modification des perceptions : tactiquement, la manipulation de la population pour obtenir son soutien dans la lutte armée ; opérationnellement, discréditer les forces en présence ; et stratégiquement, obtenir une légitimation de la communauté internationale.

#### a) Influencer la population pour obtenir son soutien ou au contraire la terroriser

En Haute-Silésie, l'Allemagne, se trouve dans une situation de compétition avec la Pologne à l'approche du plébiscite début 1922. Chacun doit s'attirer massivement les votes de sa propre communauté et, à travers un discours rassurant, tenter de convaincre les minorités présentes dans sa zone d'influence. La presse allemande développe tout un argumentaire à l'encontre de la Pologne, basé sur sa faiblesse économique et le rétablissement du service militaire obligatoire pour faire face à la guerre contre la Russie Bolchevique. Parallèlement à cette propagande, essentiellement médiatique, des associations patriotiques s'installent en Haute-Silésie. Ces organisations, au caractère subversif, s'appuient sur les moyens financiers et humains, notamment à travers d'agents clandestins, fournis par l'Allemagne ou la Pologne. Selon une note de la mission militaire française à Varsovie, « les agents de propagande allemands toucheraient une indemnité journalière de 500 marks »<sup>19</sup> pour agir dans le monde rural afin d'encadrer les paysans, dans les écoles pour que les professeurs influencent les élèves ou encore dans les chemins de fer à des fins de propagande auprès des voyageurs.

---

<sup>19</sup> Note n° 110/2.A du 14 janvier 1921, du général Niessel à Paris, Versailles et Oppeln.

La guerre psychologique, ou aujourd'hui les opérations d'influence, incite la population à prendre part au conflit, soit en participant directement dans les combats, soit à apporter son soutien aux combattants irréguliers. Cette guerre psychologique vise à influencer et à contrôler une population par le biais d'une campagne de dénigrement de l'adversaire et par la promotion d'un nouveau projet politique. Roger Trinquier, dans *La guerre moderne*, chapitre « L'action psychologique », déclare à ce sujet : « Nos buts de guerre devront nettement être connus de la population. Elle devra être convaincue que, si nous l'appelons à se battre à nos côtés, ce ne peut être que pour défendre une cause juste. »<sup>20</sup>. Cette assertion se révèle aussi capitale pour la force qui intervient, que pour le belligérant extérieur qui use d'agents clandestins afin de soulever les foules contre l'ordre en place. De par ses méthodes, l'action psychologique s'inscrit dans le domaine de l'action irrégulière, faisant basculer le conflit dans l'hybridité.

Influencer la population pour obtenir son soutien reste aujourd'hui un des axes majeurs de toutes les doctrines militaires des grandes puissances. Des cellules « opérations d'influence » se sont ainsi créées dans tous les états-majors des armées occidentales et de l'OTAN. Les guerres en Irak et en Afghanistan, souvent décrites comme des conflits au sein des populations, sont à l'origine de cette prise de conscience. Au départ, les opérations d'influence furent placées sous la coupe de la cellule « actions civilo-militaires ». Aujourd'hui, chacun reconnaît le caractère offensif de ces modes d'actions qui visent à obtenir l'adhésion de la population. En France, le centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE) édite en mars 2016 la DIA-3.10(A) Stratégie militaire d'influence et opérations d'information - Supplément national à la doctrine OTAN Information Operations. Il s'agit d'amener les foules à se désolidariser des éléments infiltrés afin de les couper de leurs appuis et de pouvoir les neutraliser.

#### b) Influencer la communauté internationale pour légitimer l'action armée

A l'issue de la Première Guerre mondiale, la presse française jouit d'une solide réputation à travers le monde et ses articles font autorité à l'étranger. Très hostile à l'Allemagne, elle soutient largement la Pologne qui s'inscrit dans un partenariat privilégié, tant

---

<sup>20</sup> Roger Trinquier (commandant), *op. cit.*

économiquement que militairement, en Europe de l'Est. Dans le conflit silésien, Varsovie a saisi très rapidement tout l'avantage qu'elle pourrait tirer d'une manipulation de la presse française et de ses élites politiques. En présentant l'Allemagne comme prête à intervenir militairement, la Pologne peut ainsi justifier l'insurrection de 1922 où elle s'empare des deux tiers du territoire dans une action parfaitement orchestrée. Le général le Rond est régulièrement obligé d'intervenir auprès du ministère des affaires étrangères, afin de démentir des articles poussés en France par la Pologne : « Je ne saurais, à cette occasion, trop insister sur la méfiance qui s'impose vis-à-vis de documents comme d'informations d'origine polonaise. »<sup>21</sup>.

L'opinion publique nationale, tout comme celle de la communauté internationale, présente un levier d'influence important sur la politique d'un État souverain. La stratégie d'information d'un acteur local, possédant des visées séparatistes, consiste à modifier la perception de l'opinion internationale quant à la nature de son action. A travers des opérations d'influence efficaces relayées par la diaspora ou des médias internationaux soutenus par des pays capables de porter la propagande, un groupe terroriste peut devenir, aux yeux du monde, une organisation défendant une cause juste face à l'oppression. Le plus important dans la stratégie d'information reste d'user du vocabulaire qui va obliger les puissances à réagir. Le plus souvent, l'utilisation galvaudée des mots « épuration ethnique » et « génocide » permet de donner une tournure médiatique internationale à un événement. L'État qui lutte contre ce mouvement séparatiste se voit alors mis au ban de la société et menacé dans son intégrité physique par des représailles. Il ne suffit pas de gagner uniquement la guerre sur le terrain : celle-ci se joue aussi dans l'opinion internationale.

Dans un article traitant de l'Armée de libération du Kosovo, l'UCK, Amaël Cattaruzza analyse la stratégie de communication qui répond à un conflit de légitimité similaire à celui de la Haute-Silésie. S'appuyant sur la diaspora auprès de laquelle elle collecte des fonds, l'UCK mène, dès 1997, une intense propagande afin de se gagner les faveurs de l'opinion publique : opérations de lobbying auprès de la presse étrangère, conférences, parutions... Le vocabulaire utilisé apparaît comme très similaire au discours polonais de 1921 : « l'évocation est celle d'un combat démocratique, au nom des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes, face à un

---

<sup>21</sup> Télégramme du 24 juillet 1921 du général le Rond au ministre des affaires étrangères.

ennemi fort, illégitime et barbare. »<sup>22</sup>. Ce type d'opérations d'influence a permis de préparer l'opinion internationale au retournement de situation favorable sur le terrain à l'UCK après sa grande offensive de 1998. Ainsi, afin de s'assurer d'une reconnaissance internationale, voire d'un soutien des grandes puissances, l'action armée doit s'appuyer sur des organes de propagande qui légitiment les combattants à travers des représentations culturelles traditionnelles qui appellent à l'inconscient affectif des masses occidentales.

### c) Discréditer la force et l'adversaire en conflit

La situation en Haute-Silésie s'écarte des schémas les plus classiques des opérations d'influence visant à discréditer une force ou un adversaire. Afin de dresser les forces de sécurités pro-allemandes et la population germanique contre la France, la Pologne présente les troupes françaises comme les alliés tacites des insurgés polonais. La mission militaire française en Pologne note : « les Polonais, qui ont ménagé en plusieurs occasions des manifestations enthousiastes aux troupes françaises, mettent ces dernières dans une situation un peu fautive et il peut, en certains cas, sembler que les français manquent d'impartialité. »<sup>23</sup>. Lors de la troisième insurrection polonaise en 1922, la France, accusée de fraternisation avec les rebelles, se trouve dans une situation extrêmement difficile sur la scène internationale. Le capitaine le Guillou déclare : « les insurgés manifestaient l'amitié la plus bruyante pour notre pays. La situation avait même quelque chose de faux et de gênant, les français étaient dans l'impossibilité de faire régner l'ordre, ce qui était leur mission. »<sup>24</sup>. Selon Frédéric Dessberg, lors de la seconde insurrection, « Le général Le Rond est d'emblée accusé par ses adjoints britannique et italien de favoriser les Polonais et de ne pouvoir s'empêcher de conduire la commission en fonction de ses sentiments »<sup>25</sup>. Cette situation discrédite la France mais aussi, détériore la relation entre alliés. La mission interalliée ayant perdu toute légitimité, le rapport de force très favorable aux polonais à cet instant devient le cadre légal de l'occupation de la Haute-Silésie.

---

<sup>22</sup> Amaël Cattaruzza, *La conquête des cœurs et des esprits par une force irrégulière : réflexions stratégiques autour du cas de l'UCK (Kosovo)*, in C.Malis, H.Strachan et D.Daner (dir) *La guerre irrégulière*, Paris, Economica, 2011.

<sup>23</sup> Note n° 110/2.A du 14 janvier 1921 sur la « Situation en Haute Silésie », du chef de la mission militaire française en Pologne au 2<sup>e</sup> bureau de l'E.M.A., au maréchal Foch et au général le Rond.

<sup>24</sup> Le Guillou (capitaine), *La question de Haute-Silésie*, mémoire de l'Ecole des sciences politiques, Paris, 1930.

<sup>25</sup> Frédéric Dessberg, *op. cit.*

Au niveau international, les opérations d'influence visent à l'érosion de la volonté des adversaires et, à terme, à discréditer son action au sein de la communauté internationale. Contrairement à la guerre régulière, où la stratégie se place essentiellement dans des actions directes visant à détruire les forces adverses et à conquérir du terrain, les opérations ayant trait aux perceptions s'inscrivent dans le domaine de l'irrégularité en s'appuyant sur des actions liées à la propagande et à la désinformation. Jean Guiton dans son article *Hitler, la révolution et la guerre* saisit le rôle fondamental de la propagande dans la facilitation de l'intervention conventionnelle : « L'armée alors, aura son rôle, mais elle ne fera que cueillir le fruit. Guerre psychique, avant tout, conçue sur le type de la tactique révolutionnaire où le dernier coup ne fait que consommer ce qui a été longuement préparé dans le secret. »<sup>26</sup>. Ainsi, en travestissant la réalité et en s'appuyant sur des médias, conscients ou non de la manipulation, les belligérants extérieurs poursuivent une stratégie indirecte qui sape l'image de la Force et, à terme, délégitime son action, la rendant vulnérable. Ces opérations d'influence peuvent être dirigées soit contre la Force elle-même, soit sur la population, en manipulant sa perception du lien qui l'unit à la nation, suscitant un sécessionnisme.

Si en Haute-Silésie, les interventions irrégulières allemandes visaient à discréditer l'armée française et, à travers elle, la coalition des alliés, ce type d'agissement a été mis en relief par Ulrich Bounat<sup>27</sup> dans son analyse de la guerre en Ukraine de 2014. La Russie a tenté de jeter le discrédit sur les forces de Kiev en s'attaquant sur l'appartenance à la nation ukrainienne des séparatistes du Donbass. A travers la manipulation de la population russophone en butte avec le gouvernement central, Vladimir Poutine distille l'idée d'une grande Russie, « Novorossiya », dont la portée est tout autant opérationnelle, le soulèvement du Donbass, et stratégique, discréditer l'Ukraine sur la scène internationale en l'accusant de discrimination à l'encontre des pro-russes. Tout comme l'UCK au Kosovo, la Russie dénigre son adversaire en usant des références au nazisme pour qualifier le gouvernement de Kiev. Le travail de sape de la cohésion nationale se trouve d'autant plus facilité que les dissensions entre communautés ne cessent de s'accroître d'une gouvernance discriminatoire. Ulrich Bounat conclut que seul « des politiques inclusives vis-à-vis des minorités sont nécessaires pour éviter qu'elles ne cèdent à la propagande du sécessionnisme. ».

---

<sup>26</sup> Jean Guiton, *op. cit.*

<sup>27</sup> Ulrich Bounat, *la guerre hybride en Ukraine*, Paris, Éditions du Cygne, 2016.

De par la mise en œuvre de stratégies indirectes pour contourner la présence des alliés, la situation en Haute-Silésie de 1920 à 1922 présente toutes les caractéristiques de la guerre hybride, mêlant utilisation de moyens irréguliers dans la plus grande clandestinité et modes d'action réguliers pour gagner en légitimité internationale. L'objectif final de la Pologne ou de l'Allemagne paraît la préparation d'une offensive de haute intensité, mais à la visibilité limitée, pour faire face à une agression non-officielle d'un des deux belligérants. De cette étude comparative avec des conflits actuels ou récents, trois constantes semblent se dégager : noyautage des grandes organisations, utilisation d'agents clandestins et de troupes irrégulières sans uniforme, ainsi que des opérations d'influence pour gagner les faveurs des populations ou de la communauté internationale.

Mal évaluée par les alliés, la situation en Haute-Silésie dépasse le cadre de la simple mission d'interposition et nécessitera d'adapter les modes d'actions pour faire face à l'hybridité.

## **II. Vaincre la guerre hybride : 3 batailles successives à remporter**

Dans un contexte de guerre hybride qui se déroule de par sa nature au sein des populations, les notions de « victoire » et de « défaite » paraissent dépassées. John J. McCuen<sup>28</sup> propose d'utiliser les termes « succès » et « échec » afin de d'évaluer l'action des forces engagées dans ce type de conflit. Aussi, selon lui, pour vaincre la guerre hybride, il ne suffit plus de vaincre son ennemi, mais de gagner sur trois champs de bataille distincts, mais absolument décisifs : le milieu physique, l'opinion nationale et la communauté internationale. A partir de cette analyse datant de 2008, les trois champs de bataille, qui doivent être contrôlés successivement, et non de façon concomitante, pour vaincre l'hybridité, peuvent être redéfinis ainsi : le soutien de l'opinion nationale et internationale par la mise en œuvre d'une stratégie politico-militaire cohérente sur le terrain, acceptée médiatiquement et soutenable économiquement ; le milieu physique contrôlé par les forces conventionnelles et les unités supplétives nécessaires au maillage du territoire ; et enfin le champ des perceptions des populations locales qu'il convient de contrôler et de protéger des influences subversives. Le succès final passe par des réussites successives dans ces trois champs de bataille. En effet, sans l'appui de l'opinion nationale et internationale, l'engagement sera difficilement soutenable et la volonté politique s'essoufflera rapidement pour devenir flou et inconsistante. De même temps, temps que l'ennemi ne sera pas désorganisé par une frappe armée, engagée avec violence et détermination, les cœurs et les esprits de la population resteront sous son influence. Ainsi, il s'agit bien d'une manœuvre en trois temps, dont le cadencement reste indispensable pour atteindre l'état final recherché.

1. 1<sup>ère</sup> champ de bataille : la recherche d'une stratégie soutenue par l'opinion nationale et internationale

La guerre se définit comme un affrontement des dialectiques dans lequel l'ennemi hybride possède souvent le temps et la plus forte détermination car il joue sa survie. Ainsi, avant de s'engager dans l'action armée, le politique doit s'assurer de la résilience de la nation dans les épreuves à venir. Dans le cadre de la lutte contre les menaces hybrides, le soutien de la communauté nationale et de l'opinion internationale devient un véritable champ de bataille à

---

<sup>28</sup> John J. McCuen (colonel), *Hybrid wars*, in *Military Review*, Mar/Apr 2008, ProQuest, Pg. 107, 2008.

part entière qui nécessite la mise en œuvre d'une stratégie cohérente sur le terrain, soutenable sur le long terme. Développer une compréhension globale de l'ensemble des acteurs prenant part au conflit permet de saisir les liens entre belligérants et puissances étrangères alimentant le conflit et, par conséquent, les enjeux de pouvoir au sein de la communauté internationale. Aussi, la guerre hybride présente un investissement supérieur aux autres opérations parce qu'elle ne cantonne pas la mission aux seules opérations militaires et qu'elle exporte la guerre au-delà du théâtre sur le territoire national. Il importe alors de développer une solide stratégie de communication, afin d'assurer sur le long terme la légitimité internationale de son action et d'accroître la résilience de sa population face à des conflits coûteux humainement et financièrement.

a) Définir une stratégie politico-militaire cohérente sur le terrain et soutenable nationalement

Durant toute la durée de l'intervention alliée en Haute-Silésie, la C.I.G.P doit faire face à une permanente intrusion des gouvernements nationaux dans la conduite des opérations. Le général le Rond se trouve en prise permanente avec Aristide Briand, président du Conseil et ministre des affaires étrangères. Lors de la troisième insurrection polonaise en avril 1921, la situation devient intenable sur le terrain et la C.I.G.P préfère l'apaisement de la situation et une conduite opérationnelle adaptée, plutôt que poursuivre la stratégie française, qui aurait mené à une confrontation armée avec la *Selbschutz* allemande, confrontation qui aurait induit de nombreuses pertes du fait du rapport de force très défavorable pour la coalition (60 000 soldats allemands face à 15 000 soldats alliés). Le général le Rond, critiqué pour son action à Paris et reçu sans aucun honneur à son retour, fait le choix de la cohérence politico-militaire sur le terrain. La mise en œuvre d'une zone démilitarisée et de la reprise du dialogue désamorce la crise en Haute-Silésie et offre le temps nécessaire à la France pour trouver une solution diplomatique acceptable à cette crise.

Au-delà du développement d'une stratégie mêlant compréhension globale de l'ensemble des acteurs intervenant dans la crise et une communication permettant la résilience des opinions face aux menaces terroristes, les alliés doivent mener une action politico-militaire cohérente sur le terrain et soutenable pour la nation. Pour s'assurer du soutien de la population, le politique « fabrique du consentement » selon Edward S. Herman et Noam

Chomsky<sup>29</sup>. En effet, selon leur thèse, l'industrie médiatique américaine, constitue un système qui sert à communiquer des messages et des symboles, dans le cadre d'une vaste communication idéologique, afin de légitimer le libéralisme économique et les interventions étrangères. C'est par ce moyen que les Etats obtiennent le soutien de leur population. Ce travail préalable reste indispensable pour obtenir une légitimité nationale pour l'intervention armée. La guerre se définit par une dialectique des volontés. Cependant se pose très clairement la question du niveau réel de volonté des nations qui participent à des guerres limitées face à des groupes terroristes qui prônent une action illimitée et se battent pour leur survie. Ainsi, les pays qui participent à ses opérations doivent accepter le coût de la guerre dans sa totalité : humain, matériel, moral ou financier. La guerre hybride présente un investissement supérieur aux autres opérations parce qu'elle ne cantonne pas la mission aux seules opérations militaires et qu'elle exporte la guerre au-delà du théâtre sur le territoire national. Il faut donc que l'opinion nationale soit prête à en assumer le coût et les pertes humaines. Sans cette acceptation, il ne peut y avoir de stratégie globale pour résoudre un conflit hybride.

Quelques jours après l'attaque d'un poste de protection de la ville de Kidal le 9 juin 2017, attaque qui coûtât la vie à quatre casques bleus guinéens, la MINUSMA fait le terrible bilan suivant : en près de quatre années de présence, la mission a perdu 93 soldats et dénombre officiellement aucun ennemi neutralisé. Pourtant, cette force de près de 11 000 casques bleus dispose de règles d'engagement aussi souple que les 3 500 soldats français de l'opération Barkhane qu'elle côtoie tous les jours. Une double cause peut être mise en avant pour expliquer ce bilan : la faible volonté de combattre des contingents qui ne sont pas prêt à mourir pour le Mali ; et les restrictions imposées par les gouvernements contributeurs (« caveats » en anglais) qui ne souhaitent pas que leurs soldats prennent de risques afin d'éviter toute communication sur des engagements peu soutenus par leurs propres opinions nationales. La guerre hybride possède encore de beaux jours devant elle face à ce type de mission de la communauté internationale, qui sait ces interventions indispensables, mais refuse de s'y engager pleinement, faute d'un véritable soutien national. Les coalitions de quelques pays volontaires, comme au Levant face à l'Etat Islamique, permettent d'endiguer avec plus de réussite la guerre hybride.

---

29 Edward S.Herman et Noam Chomsky, La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie, Agone, 2008.

## b) Comprendre l'internationalisation du conflit et définir ses adversaires

Lors de son déploiement en Haute-Silésie, la C.I.G.P se présente comme une mission de maintien de la paix dans le cadre d'une interposition entre deux communautés. Les diplomates alliés analysent la première insurrection comme un mouvement populaire spontané. A son arrivée, le général le Rond porte une réflexion toute différente au vue des forces qui s'opposent sur le terrain et qui préparent sur le sol de Haute-Silésie, l'intervention d'armées qui attendent de part et d'autre de la frontière. Convaincu de l'importance de la mise en œuvre d'un service de renseignement complet, le chef de la C.I.G.P insiste pour que celui-ci discerne les liens entre les belligérants, ainsi que les structures dirigeantes, sur le territoire, et les services allemands et polonais qui les financent et soutiennent. En effet, le général le Rond pressent qu'en cassant, dès le temps de paix, les liens entre groupes contestataires et puissances extérieures contributrices, les risques de nouvelle insurrection seront moins élevés. Ainsi, il ne s'agit pas seulement de développer une cartographie précise de son ennemi ou des structures dirigeantes, mais aussi de ses relations avec l'étranger pour comprendre ses dynamiques.

Dans son article *Counter-hybrid warfare. Developments and ways of counteracting hybrid threats / war*<sup>30</sup>, le lieutenant-colonel Marian Radulescu préconise une compréhension globale des acteurs afin de contrer les menaces hybrides sur le terrain. La mise en place d'une coopération entre les institutions, les agences gouvernementales et les ONG, tant localement que régionalement ou au niveau international, demeure indispensable pour comprendre les relations entre les différents acteurs. C'est à travers cette mise en relation que la Force peut développer une véritable cartographie des liens entre les acteurs sans risquer de considérer le problème que d'un point de vue local. Le lieutenant-colonel Marian Radulescu préconise une prise de hauteur pour saisir que les actions des belligérants sur le terrain résultent de dynamiques soutenues le plus souvent par des acteurs étrangers. Sans la prise en compte de ce lien entre le local et l'international, une force ne saisit pas le caractère hybride de la menace à laquelle elle fait face et donc, agit seulement dans le domaine opérationnel, alors qu'il lui faut avoir en parallèle une véritable stratégie étatique pour endiguer les puissances étrangères qui alimentent le conflit.

---

<sup>30</sup> Marian Radulescu (lieutenant-colonel), *Counter-hybrid warfare. Developments and ways of counteracting hybrid threats / war*, NCO"BASARAB I" Academy, Pitesti, Roumanie, 2015.

Dans le cas de la guerre civile ukrainienne qui fait rage dans les provinces de l'est depuis 2014, il importe pour l'Ukraine et ses alliés de bien comprendre ce qu'Elie Tenenbaum<sup>31</sup> appelle « la double nature des conflits hybrides ». Il s'agit d'abord d'un problème local où les difficultés sociales et politiques de la population russophone permettent et alimentent un sentiment d'exclusion et la formation de groupes armés aux modes d'action irréguliers. Sa place dans la société civile ukrainienne devra impérativement être prise en compte lors de la reconstruction du pays dans l'après-guerre civile, sans quoi, la base du conflit, qui a nourri la révolte et la volonté de sécession, ne sera pas résolue. La seconde nature du conflit réside dans son internationalisation. Les groupes sécessionnistes n'auraient jamais pu se développer à une telle vitesse sans un soutien politique, financier, matériel et militaire de la Russie. Pour Elie Tenenbaum, « la guerre hybride combine ici l'insurrection à l'agression extérieure ». L'intervention russe ne se cantonne pas au domaine militaire. A travers l'arrêt des livraisons de gaz en plein hiver, elle use aussi de l'arme économique envers l'Ukraine. Cet exemple illustre bien la théorie des colonels Qiao Liang et Wang Xiangsui<sup>32</sup> de l'armée chinoise pour qui, la force militaire ne suffit plus pour gagner des guerres, et donc il faut impérativement la combiner à d'autres domaines d'intervention, notamment économique. Ainsi, pour l'Ukraine et ses alliés, une compréhension globale de la situation impose d'intervenir militairement localement et d'adopter une stratégie, au niveau international, d'endiguement de la Russie afin de contrer son action hybride.

c) Développer une stratégie de communication pour ne perdre la bataille de l'opinion

Le colonel Rémi Porte décrit ainsi la position française quant à la Pologne : « Qu'il s'agisse de faire barrage au bolchévisme sur les frontières orientales de la jeune république ou de constituer un nouveau deuxième front contre l'Allemagne, la Pologne renaissante est indispensable à la diplomatie et aux armées françaises »<sup>33</sup>. Inversement, la Pologne représente un moindre intérêt que l'Allemagne pour le Royaume-Uni. En effet, le redressement économique du Reich, et dans une moindre mesure de la Russie Bolchevique, ouvrirait des débouchés économiques essentiels aux exportations britanniques. Frédéric Dessberg note

---

<sup>31</sup> Elie Tenenbaum, *op. cit.*

<sup>32</sup> Qiao Liang (colonel) et Wang Xiangsui (colonel), *La guerre hors limites*, traduction française par Rivage poche, 8 mars 2006.

<sup>33</sup> Rémi Porte (colonel), *op. cit.*

ainsi qu' « aux rivalités entre groupes ethniques s'ajoutent donc celles entre Français et Britanniques qu'opposent des visions géopolitiques divergentes »<sup>34</sup>. Cette différence de point de vue amène les opinions nationales des deux pays à un degré de méfiance sans précédent. L'affaire de Haute-Silésie devient un bras de fer entre alliés où chacun brandit le prestige national. Philippe Berthelot écrit en juillet 1921 : « La réponse de Lord Curzon (secrétaire aux affaires étrangères britanniques), si elle est maintenue, conduit directement à un conflit franco-anglais, où l'on verra la Grande-Bretagne appuyer ouvertement l'Allemagne contre la France »<sup>35</sup>. Face à un front anglo-américain, la France se retrouve en 1921 isolée sur la scène internationale du fait de son positionnement sur la question du partage de la Haute-Silésie. Frédéric Dessberg remarque : « le gouvernement français se persuade qu'il pourrait agir seul : « Nous avons la force, nos troupes sont mobilisées. Et sur la frontière *de la Ruhr*, à tout moment, nous sommes en état d'imposer notre volonté et d'agir à notre heure, avec toute l'efficacité voulue. » »<sup>36</sup>. Mais la puissance militaire française ne suffit pas. La bataille de l'opinion internationale perdue, Paris doit reconsidérer sa position...

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la majorité des opérations se déroulent dans le cadre d'une coalition. Développer de concert une stratégie globale présente de nombreuses difficultés dans des interventions classiques. Face à la guerre hybride, l'ennemi développe une intense campagne de propagande pour tenter de diviser les alliés entre eux. Isoler la puissance hégémonique sur la scène internationale devient une fin en soi afin de délégitimer son action. John J. McCuen<sup>37</sup> remarque aussi que l'ennemi manipule l'opinion internationale en présentant des vidéos de propagande dans lesquelles il obtient des victoires locales, laissant croire que la coalition n'est pas en mesure de gagner la guerre. Al-Qaïda a usé largement de ce mode d'action mêlant tactiques irrégulières et stratégie de propagande en Afghanistan et en Irak. Face à cette menace, la coalition doit mettre en œuvre dès le début de l'intervention une stratégie de communication visant à justifier son action aux yeux de la communauté internationale, mais aussi au sein de sa propre opinion.

---

<sup>34</sup> Frédéric Dessberg, *op. cit.*

<sup>35</sup> Télégramme du 26 juillet 1921 de Philippe Berthelot à l'ambassadeur de Saint-Aulaire à Londres (D.D.F., 1920/2).

<sup>36</sup> Frédéric Dessberg, *op. cit.*

<sup>37</sup> John J. McCuen (colonel), *op. cit.*

Les groupes terroristes ont recouru à d'intenses campagnes de propagande pour essayer de diviser les coalitions qui luttent contre eux. L'idée actuelle la plus courante réside dans la présentation des partenaires des États-Unis comme de simples supplétifs guidés par des intérêts contraires aux leurs. Cette désinformation est aujourd'hui accompagnée d'actions terroristes afin de manipuler les opinions nationales. Les attentats de Madrid du 11 mars 2004 provoquent la chute du gouvernement espagnol et le retrait de ses troupes de la coalition en Irak. Afin d'éviter un tel retournement stratégique de l'opinion nationale ou internationale, il importe aux gouvernements participant à la guerre contre Al-Qaïda ou l'État Islamique de développer une véritable stratégie de communication autour de valeurs communes et reconnues que défend la coalition contre ces groupes armés. En France, le slogan de l'Armée de terre « combattre là-bas, lutter ici » s'inscrit dans cette logique de développer la résilience de la nation face aux attaques terroristes qui sidèrent les opinions.

## 2. 2<sup>ème</sup> champ de bataille : le contrôle du territoire par les forces conventionnelles et les unités supplétives

Selon Elie Tenenbaum, « l'échelon tactique quant à lui révèle l'hybride comme la combinaison de capacités conventionnelles avancées, traditionnellement associées à la guerre régulière et de tactiques non linéaires, caractéristiques d'une certaine forme d'irrégularité. »<sup>38</sup>. Si de nombreux États souverains s'inscrivent dans cette forme de guerre par la mise en œuvre d'opérations clandestines ou l'utilisation de forces spéciales, les groupes terroristes transnationaux appartiennent eux aussi à cette définition. Pour faire face à ces menaces, la Force doit contrôler sa zone de responsabilité dans sa globalité afin de mettre fin aux « zones grises », ou sanctuaires, pour chasser les organisations clandestines, maîtriser ses frontières afin de tarir les flux d'hommes et de matériel qui viennent renforcer les groupes armés et, enfin, casser les réseaux d'approvisionnement qui alimentent la logistique adverse. Cette lutte s'organise autour de l'utilisation des forces conventionnelles, incluant les forces spéciales, et les forces supplétives qui se révèlent indispensables pour résoudre le dilemme entre concentration des efforts et maillage du territoire. Cette phase ne peut débuter qu'avec l'appui des opinions nationale et internationale, et se donne pour objectif final de couper les

---

<sup>38</sup> Elie Tenenbaum, *op. cit.*

communautés de l'influence de l'ennemi et de préparer le troisième champ de bataille, gagner la population.

a) Être présent au-delà des zones de conflit pour éviter les sanctuaires incontrôlés

Quelques mois après le déploiement des contingents sur le territoire de Haute-Silésie, les alliés doivent faire face à un dilemme opérationnel entre concentration des troupes pour obtenir des effets visibles et dissémination des unités pour une couverture territoriale maximale mais faiblement efficace. La C.I.G.P fait le choix d'une sécurité assurée dans les régions où se concentre la population et, du fait des effectifs, une présence faible dans le reste de la province. Le maillage du territoire reviendrait à se priver ainsi de réserve et de réelle capacité d'intervention. La C.I.G.P fait le choix de la concentration dans les agglomérations et de patrouilles inopinées dans les zones non contrôlées. Ce mode d'action se voit contré par la présence de sonnettes qui préviennent les organisations partisans, plus ou moins clandestines, de l'arrivée des contingents alliés. Avec la création de la police mixte de Haute-Silésie se développe une présence permanente à travers la multiplication de postes liés à l'organisation territoriale devient effectif. N'ayant pas la capacité à contrer les organisations clandestines de par sa faiblesse opérationnelle, cette unité offre l'avantage de collecter le renseignement et de préparer l'intervention des contingents de la C.I.G.P. Cette troupe supplétive permet de résoudre le dilemme entre concentration/efficacité et omniprésence/dilution des effets.

Carl Schmidt dans *Théorie du partisan* s'attache à décrire les méthodes de combat qui caractérisent la guérilla qu'il définit comme « une alternance inopinée de l'offensive et de la retraite »<sup>39</sup>. Les modes d'actions couramment utilisés se concentrent autour du raid et de l'embuscade. F. Ramel et J.V.Holeindre<sup>40</sup> remarquent aussi que, dans les guerres asymétriques, les techniques de contournement de l'ennemi limitent la puissance du choc technologique qui peine à combattre des organisations plus petites, plus mobiles et plus souples ayant trouvé la parade à cette technologie. La guérilla use de forces légères face aux unités lourdes des armées occidentales. A l'issue de leurs attaques, celles-ci se replient dans

---

<sup>39</sup> Carl Schmidt, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, traduit par Marie-Louise STEINHAUSER, Paris, Flammarion, 1992.

<sup>40</sup> Frédéric Ravel et Jean-Vincent Holeindre, *La fin des guerres majeures?*, Economica, Paris, 2010.

des sanctuaires qu'elles contrôlent. Ces zones dans lesquelles la Force ne peut avoir de présence permanente du fait d'effectif insuffisant, offrent l'opportunité à la guérilla de planifier en toute quiétude ses opérations mais, aussi, de recruter des combattants pour armer ses rangs. Ainsi, dans le cadre de la guerre hybride, le contrôle des zones grises s'avère indispensable pour casser le mode opératoire de l'ennemi et réduire ses possibilités de mobiliser la population. Cela impose de modifier les modes d'action de la force plutôt que l'accumulation de moyens de haute technologie, indispensables dans la guerre symétrique, mais qui accentue davantage l'asymétrie dans la guerre hybride.

La difficulté des opérations actuelles réside dans le faible effectif déployé au sol par les armées expéditionnaires du fait de contraintes politiques, diplomatiques, économiques ou médiatiques. Il en découle une incapacité à maintenir une présence dans l'ensemble du territoire et par conséquent la création de zones grises incontrôlées favorables à la guerre hybride. Dans *Irak, les armées du chaos*<sup>41</sup>, le colonel Michel Goya présente les options utilisées par l'armée américaine pour mailler le territoire. Ces décisions seront bien souvent des choix précurseurs dans les engagements des quinze dernières années. La première option passe par le recours à des sociétés militaires privées. Ainsi, en Irak en 2006, 48 000 civils pouvant être classés comme « combattants » soutiennent l'intervention américaine. Ce contingent représente dix fois celui du Royaume-Uni en termes de volume. En 2017, la Russie engage la société militaire privée « Wagner » pour appuyer son engagement en Syrie<sup>42</sup>. La seconde option réside dans l'utilisation de forces supplétives appuyées par l'armée expéditionnaire. Là encore, un parallèle peut être fait entre les milices chiites en Irak en 2007, les « fils d'Irak » d'un volume de 100 000 soldats, équipés et appuyés par les américains, et le soutien russe à l'armée syrienne en 2017. Ces renforts permettent à la Force d'intervention de se concentrer sur les actions dures nécessitant l'engagement de moyens conséquents et d'unité d'élite.

---

<sup>41</sup> Michel Goya (colonel), *Irak, les armées du chaos*, Economica, Paris, 2009.

<sup>42</sup> Michel Goya (colonel), *Tempête rouge-Enseignements opérationnels de deux ans d'engagement russe en Syrie*, blog « La voie de l'épée », 12 septembre 2017.

b) Le contrôle des frontières : un enjeu pour tarir les flux d'hommes et de matériel

A la suite de la seconde insurrection en 1921, la C.I.G.P prend conscience de la nécessité de contrôler les frontières dans leur globalité et non pas seulement l'espace limitrophe de l'Allemagne. Comme la *Sicherheitspolizei* a été dissoute quelques mois plus tôt, la mission incombe aux contingents, ce qui devient extrêmement pénalisant pour les forces alliées peu nombreuses et déjà dans l'incapacité de mailler le terrain. Le contrôleur de cercle de Rybnik écrit dans un télégramme à ses autorités : « Je fais toutes réserves sur la façon dont la frontière est actuellement surveillée et gardée par les faibles effectifs qui ont été consacrés à ces postes. »<sup>43</sup>. Par la suite, la C.I.G.P utilise la nouvelle police de Haute-Silésie comme force supplétive mixte afin de pouvoir contrôler les frontières et mettre fin au flux de combattants irréguliers sur le territoire. Konrad GRACZYK<sup>44</sup>, chercheur à l'université de Silésie, lui consacre un article en 2015. Selon lui, l'impartialité, la vraie clef du succès de cette nouvelle police de Haute-Silésie, réside dans la mise en place de quotas basés sur l'appartenance communautaire. En février 1921, cette unité, constituée à part égale de Polonais et d'Allemands, prend en charge 21 postes frontaliers sa responsabilité. Les 22 autres incombent aux alliés. Ce maillage, bien qu'incomplet, permet de limiter les infiltrations d'unités clandestines.

Vladimir Kolossov donne cette définition : « La frontière est conçue comme une ligne de front destinée à arrêter la pénétration avancée du territoire de l'État par des individus, des marchandises ou des informations indésirables, etc. »<sup>45</sup>. Selon lui, si la protection des frontières était autrefois dévolue uniquement aux forces armées afin de se parer contre toute intervention ennemie, cette notion évolue. Aujourd'hui, l'hybridité va user des différents flux qui traversent les frontières afin de produire de l'instabilité : immigration illégale, trafics de drogues et d'armes, risques d'épidémies... Le déploiement de troupe doit s'accompagner d'une véritable politique de développement de la zone, dans une prise en compte de la

---

<sup>43</sup> Télégramme du contrôleur italien du cercle de Rybnik aux directeurs des départements militaire et de l'intérieur, 11 décembre 1920.

<sup>44</sup> Konrad Graczyk, *Police services in Upper Silesia during the Silesian uprisings*, Faculty of law and administration, University of Silesia, February 2015.

<sup>45</sup> Vladimir Kolossov, *Etudes des frontières, approches post-modernes*, in Diogène 2005/02 (n°210), Presses universitaires de France, 2005.

dimension régionale, afin que la population ne vive plus des trafics. Aussi, toujours selon Vladimir Kolossov, « une approche systématique de la défense des frontières signifie que la sécurité nationale devrait être défendue sur tout le territoire du pays et non seulement aux frontières. ». Le combat contre les menaces hybrides transfrontalières ne doit pas se limiter aux zones frontalières mais, se dérouler sur l'ensemble du théâtre avec une logique de lutte contre les réseaux. Pour que ce combat soit un succès, il importe donc de disposer de moyens financiers importants pour le développement et des moyens policiers conséquents, déployés tant sur la frontière, que sur le reste du territoire, pour lutter contre les réseaux. Pour une force d'occupation qui dispose de contingents limités, la solution du maillage de ces zones réside dans l'emploi de forces supplétives dans les missions statiques de garde-frontières. Quant à la lutte contre les flux illégaux qui approvisionnent la guerre hybride, il importe de soutenir les forces de police par une approche inter-domaines mettant en œuvre les ministères de l'intérieur, des finances, des affaires étrangère...

Engagée en janvier 2013 dans la lutte contre le terrorisme au nord Mali à travers l'opération Serval, l'armée française saisit rapidement la nature transfrontalière de la menace au Sahel. Cependant, le terrorisme n'a pas de frontière, surtout dans cette région du monde. Ainsi, la France fait évoluer l'opération Serval en 2014 en l'opération transrégionale Barkhane qui englobe le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina-Faso et la Mauritanie (les pays du G5 Sahel). Néanmoins, l'essentiel des actions de l'armée française se déroule au nord Mali. A partir de 2017, des opérations militaires conjointes transfrontalières (OMCT), en partenariat avec les armées locales, vont être mises en place à un rythme bimensuel afin de faire face aux groupes terroristes. Efficaces mais non permanentes sur le terrain, ces actions ne suffisent pas. La création de la Force conjointe du G5 Sahel offre enfin l'opportunité aux troupes françaises de Barkhane de se concentrer sur le Mali alors que les bataillons du G5 Sahel, avec l'appui de la France, prennent en charge le contrôle des frontières. Cette combinaison entre force de frappe, utilisée de façon concentrée, et forces locales, disséminées sur les zones frontalières, permet de répondre à l'hybridité du terrorisme transfrontalier dans cette région.

c) Vaincre les trafics par des actions de fouille pour briser l'approvisionnement logistique

Afin de préparer une intervention armée, Polonais et Allemands ont recours systématiquement à la mise en place de dépôts clandestins d'armes, et ce, dès avant la phase offensive. La C.I.P.G, qui à partir de 1921 saisit la nécessité de contrôler les zones grises du territoire et les frontières, s'attaque aux caches d'armes afin de contrer la militarisation des organisations partisans sous contrôle d'agents clandestins. En s'appuyant sur la structure de renseignement omnidirectionnel développée par le général le Rond, mais aussi sur les dénonciations de la police mixte de Haute-Silésie, les contingents réalisent de vastes opérations de fouille afin de mettre à jour les dépôts des organisations clandestines. En février 1922, les troupes françaises découvrent une cache d'armes impressionnante à Goerlitz : 3 521 fusils, 76 mitrailleuses, 6 mitrailleuses lourdes. Peu de jours après, les contingents alliés saisissent 1 obusier de 105, 10 mortiers, 4 lance-grenades et 4 lance-flammes. En avril de la même année, 4 canons de 75, d'origine française, mais recalibrés aux normes allemandes, sont découverts.

La mise en place de dépôts clandestins d'armement restent un investissement matériel de premier ordre pour les stratèges actuels de l'hybridité. Cette tactique de caches d'armes demeure indispensable pour des mouvements irréguliers soumis à la pression de belligérants plus puissants qu'eux : Viêt-Cong durant la guerre du Vietnam ou aujourd'hui le Hezbollah et le Hamas. L'armée britannique développe en Malaisie au début des années 1950 des opérations de « military search » afin de lutter contre les réseaux d'approvisionnement de la rébellion communiste. Cette doctrine s'inscrit dans la volonté de mettre en œuvre une approche globale qui s'attaque à l'ensemble des actions ennemies : son recrutement, son approvisionnement en matériel et enfin sa doctrine. De son côté, la France met en place des sections spécialisées dans la fouille de grottes en Algérie en 1957 afin de lutter contre les dépôts d'armement clandestins. Les États-Unis mettront en œuvre des unités spécialisées appelée « tunnel rats » pendant la guerre du Vietnam. Néanmoins, il faut attendre la lutte contre l'IRA en Irlande dans les années 1970 pour qu'une doctrine sur la lutte contre les réseaux d'approvisionnement soit officiellement rédigée. Cette doctrine nécessite des moyens spécialisés supplémentaires formés pour ce type de mission. Il devient aussi important de lutter contre la logistique de l'insurrection que de mener des frappes cinétiques visant à neutraliser les combattants. Le military search offre une action complémentaire en appui des opérations.

En 2000 dans le cadre de l'OTAN, l'armée britannique présente à ses alliées sa capacité fouille opérationnelle qui reste sans suite. Il faut attendre 2004 pour que des besoins opérationnels dans ce domaine se fassent sentir pour l'armée américaine puis pour l'armée française. En Afghanistan, 50% des pertes de la coalition résultent des attaques à base d'engins explosifs improvisés (EEI). Face à cette situation, le « military search » se propose de changer le mode d'action des armées de l'OTAN : il ne s'agit plus de se protéger contre l'explosion mais, d'agir en amont de la pose de l'EEI. L'armée française crée des unités de fouille opérationnelle spécialisée interarmées en 2009 sur le théâtre afghan. L'encadrement initial se forme au Royaume-Uni afin de maîtriser les bases du « military Search ». Ces opérations de fouille se définissent comme « L'ensemble des activités pouvant être menées par les forces armées pour trouver des ressources, des informations, du matériel ou des personnes dissimulés par l'adversaire.»<sup>46</sup>. Une doctrine de fouille s'est ensuite développée dans l'arme du génie afin d'offrir une expertise au commandement sur les différents théâtres d'opération. Cette formation s'inscrit dans une logique de « lutte contre les réseaux » afin d'intervenir en amont des attaques pour casser la capacité de nuire de l'adversaire.

### 3. 3<sup>ème</sup> champ de bataille : le contrôle et la protection de la population

Dans son article *Hybrid Wars* parut en 2008 en plein conflit irakien, le colonel John J. McCuen<sup>47</sup> conclut par la remarque suivante : « Nous devons cesser de planifier opérationnellement et stratégiquement comme si nous étions en train de mener deux guerres différentes, une sur le champ de bataille conventionnel avec nos chars et nos armes, et une autre de sécurisation et de stabilisation de la population ». Si la notion de « gagner les cœurs et les esprits » fait sens aujourd'hui et semble parfaitement intégrée dans la planification des opérations, il ne faut pas oublier que sa prise en compte reste récente, bien que théorisée depuis plus d'un siècle par des officiers européens en charge de la pacification dans les colonies. Cependant, il ne suffit plus de soutenir uniquement la population mais, aussi, d'être capable de minorer les impacts du conflit par des actions concrètes comme le ravitaillement alimentaire ou le rétablissement de l'eau ou de l'électricité. Il incombe aussi à la Force de

---

<sup>46</sup> DIA-3.17, « Fouille opérationnelle », N° 152/DEF/CICDE/NP, centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), 12 février 2009.

<sup>47</sup> John J. McCuen (colonel), *op. cit.*

protéger les communautés en les soustrayant des influences subversives liées aux organisations caritatives partisans et à la propagande adverse qui ne cesse de prendre de l'ampleur avec les nouveaux moyens de communication. Cette phase ne peut commencer que lorsque l'ennemi se trouve désorganiser et obliger d'intervenir dans la plus grande clandestinité pour éviter d'être frappé dès à découvert.

a) Passer de la compréhension globale de la population à celle des liens entre communautés

Dès son arrivé en Haute-Silésie en janvier 1920, le général le Rond prend conscience de la nécessité de comprendre la population dans sa globalité afin de pouvoir amener les communautés à travailler ensemble et par là-même, faciliter la mission des contingents. La recherche du renseignement devient essentielle aux yeux du chef de la C.I.G.P : « Si la recherche est quelque fois longue, cela entraîne seulement qu'elle doit être prévue, organisée, et mise en œuvre bien avant le moment où l'on aura besoin de ses résultats ». Seule une action permanente permet de comprendre les dynamiques au sein de chaque communauté et d'anticiper les mouvements internes guidés par les éléments les plus radicaux. Les troupes françaises se trouvent dans une situation très éloignée de la doctrine contemporaine sur le renseignement. Il leurs faut donc s'adapter. Comprendre la population s'avère un enjeu crucial afin de pouvoir leur éviter des confrontations entre Allemands et Polonais. L'utilisation de comités mixtes ou paritaires, telle que ceux pour le plébiscite ou municipaux, permet d'acquérir un précieux renseignement sur les communautés, tout en gagnant le soutien de la population par une posture impartiale.

La prise en compte de la population comme un facteur indispensable pour résoudre un conflit de type asymétrique sur le terrain prend son essor en France avec la colonisation et les écrits du maréchal Joseph Gallieni<sup>48</sup> à Madagascar et du maréchal Hubert Lyautey<sup>49</sup> au Maroc. Plus tard, Roger Trinquier<sup>50</sup> en France, puis John J. McCuen<sup>51</sup> aux Etats-Unis,

---

<sup>48</sup> Gallieni Joseph (Maréchal), *"Rapport d'ensemble sur la pacification, l'organisation et la colonisation de Madagascar"*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1900.

<sup>49</sup> Lyautey Hubert (Maréchal), *"Du rôle colonial de l'armée"*, Paris, A. Colin, 1900.

<sup>50</sup> Roger Trinquier (commandant), *op. cit.*

<sup>51</sup> John J. McCuen (colonel), *The art of Counter-revolutionary war – The strategy of counter-insurgency*, Harrisburg, PA: Stackpole Books, 1967.

écrivent tous deux à quelques années d'écart un manuel de stratégie de lutte contre l'insurrection dans lesquels le centre de gravité passe de la force ennemie à la population locale. Ils proposent de mettre un œuvre un renseignement précis sur la population afin de déceler les agents infiltrés pour les neutraliser. Dans une seconde étape, ils préconisent de contrôler les communautés et enfin de l'organiser pour lutter contre les menaces subversives. Cette méthode met la population au cœur de l'action. Elle permet de reprendre l'initiative sur le terrain et de pouvoir ensuite concentrer sa force conventionnelle sur les groupes clandestins. Ceux-ci, forcés de quitter les zones urbaines pour se retrancher dans des sanctuaires moins peuplé, deviennent plus vulnérables. Le changement de paradigme impose de revoir les structures de commandement et d'intégrer davantage de spécialistes des questions politiques et culturelles pour mieux comprendre les populations.

Au milieu des années 1990, la révolution des affaires militaires (RAM) fondée sur les progrès technologiques en matière d'information et de communication, vient modifier profondément la pensée militaire et la formation des élites. Les contraintes de l'occupation irakienne viennent battre en brèche le paradigme technologiste. Face à la flambée de l'insurrection, apparaît la notion de guerre hybride dans les réflexions du général James Mattis et le colonel Frank Hoffman<sup>52</sup> qui caractérisent celle-ci par : « simultanément à l'effondrement d'un État failli ayant perdu le contrôle de certaines armes biologiques ou balistiques, tout en devant faire face à une violence fondée sur des clivages ethniques, ainsi qu'à des groupes terroristes radicaux ». Avec le slogan « gagner les cœurs et les esprits », l'armée américaine fait face à une transformation radicale du centre de gravité des nouveaux conflits. L'U.S. Army et l'U.S. Marine Corps refondent leur doctrine d'emploi à travers le nouveau Field Manual (FM) 3-24, Counter-insurgency<sup>53</sup>, qui place la population au cœur de leur action.

---

<sup>52</sup> James N. Mattis (général) et Frank Hoffman (colonel), *op. cit.*

<sup>53</sup> Field Manual 3-24, Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *Insurgencies and countering insurgencies*, May 2014.

- b) Soutenir les populations par des missions intégrées permettant le rétablissement des services minimums

Lors de son déploiement en janvier 1920, la C.I.G.P découvre une population soumise à des difficultés alimentaires sérieuses du fait de la situation sécuritaire et d'un hiver particulièrement rigoureux. Très vite, elle crée le service du ravitaillement afin d'approvisionner la population avec les produits de première nécessité. Ce service spécialisé gère aussi les rations alimentaires auxquelles chaque habitant de la province a le droit. Pendant les insurrections successives, la C.I.G.P assure le contrôle des distributions et procède à des réquisitions de denrées qu'elle fait escorter par les troupes. Le contingent français saisit l'importance du soutien à la population afin de modifier l'image de troupe d'occupation qu'il donne. En avril 1920, il répare la station frigorifique de Königshutte détériorée par des manifestants. Ce soutien peut aussi s'effectuer dans le domaine des perceptions immatérielles. Le 13 avril 1920 a lieu une catastrophe minière près de Zabrze. Le général de Brantes, commandant la 46<sup>e</sup> division d'infanterie, se déplace personnellement, avec plusieurs officiers de son état-major, afin d'assister aux obsèques et de faire rendre les honneurs aux victimes.

Parce que l'un des volets de la guerre hybride réside dans le contrôle des populations en modifiant leur perception des rapports de force et des capacités de l'État à produire de la sécurité, les réflexions françaises sur la guerre contre-insurrectionnelle pendant les conflits de décolonisation, présentent le soutien à la population comme un facteur incontournable de succès. Dans *La guerre moderne*, Roger Trinquier<sup>54</sup> aborde l'action sociale des armées auprès des communautés dans le chapitre qui suit la présentation de l'action psychologique et lie ces deux notions. En 2007, le colonel Margaret S. Bond<sup>55</sup>, dans un article traitant de la guerre hybride, présente le concept de « stratégie globale » pour les forces américaines dans laquelle, les forces armées se substituent à l'État failli afin de porter assistance à la population par le rétablissement sommaire des services de base. La synchronisation des activités humanitaires et de développement à des fins stratégiques devient un axe fort de la politique étrangère

---

<sup>54</sup> Roger Trinquier, *op. cit.*

<sup>55</sup> Margaret S. Bond (colonel), *Hybrid war: a new paradigm for stability operations in failing states*, U.S. Army war college, Carlisle Pennsylvania, 30 mars 2007.

américaine à compter de 2001 selon Sami Makki<sup>56</sup>. Cependant, il importe d'aller encore plus loin en participant directement à la formation des cadres militaires mais aussi civils de l'administration. Cette phase permet de contrer l'hybridité en renforçant la résilience de l'État en difficulté. Cette action passe par une politique de sélection, de formation, d'équipement, d'organisation et de rémunération, ce qui implique un investissement financier important. Cependant, il s'agit là d'un investissement déterminant pour lutter contre les menaces hybrides. Pour réussir, ces actions de formation doivent se faire tant au niveau gouvernemental, qu'au niveau local, pour plus de visibilité pour les populations. Cette stratégie globale ne peut réussir que si elle englobe aussi l'aspect politique car il importe que l'Etat failli et la Force poursuivent la même conduite. La mise en place de Paul Bremer en Irak en 2003 permet de lier politique et militaire dans une même stratégie.

Afin de permettre le retour de la souveraineté de l'État dans tous les domaines, l'Organisation des Nations-Unies (ONU) met en œuvre depuis 2006 des missions dites « intégrées » qui combinent actions militaires conventionnelles et actions civiles en soutien de la population et des autorités locales : « la nature de plus en plus complexe des opérations de paix a rendu indispensable la définition de mission intégrée, qui fait participer tous les acteurs du maintien de la paix, de la consolidation de la paix et de l'action humanitaire au processus de planification et au suivi de la mission, pour assurer la mise en œuvre d'une stratégie globale pour la transition de la guerre à la paix. »<sup>57</sup>. Pour exemple, la Mission Intégrée des Nations-Unies au Mali (MINUSMA) est placée sous l'autorité d'un représentant spécial qui commande plusieurs branches : militaire et policière participant directement au maintien de la paix ; civile agissant dans le domaine de la consolidation de la paix en soutenant le rétablissement de l'autorité gouvernementale ; action humanitaire coordonnant l'ensemble des organisations non-gouvernementales (ONG). Aujourd'hui, toutes les armées occidentales mettent en œuvre cette approche globale dans leur mission afin de lutter contre l'hybridité dans tous les domaines. Cependant, le volet politique reste très souvent peu pris en compte avec une vraie séparation entre les actions militaires et diplomatiques. La désignation d'un haut représentant pour l'opération française Barkhane, à l'image de la nomination de Paul

---

<sup>56</sup> Sami Makki, *Civilo-militaires (opérations)*, in *Dictionnaire de la guerre et de la paix* sous la direction de Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel, Presses universitaires de France, Paris, 2017.

<sup>57</sup> Kofi A. Annan (Secrétaire général de l'ONU), *guide pour les missions intégrées*, ONU, New-York, 9 février 2006.

Bremer en Irak en 2003, permettrait de mettre en œuvre une approche globale interministérielle et non globalement militaire.

c) La soustraire des opérations d'influence par le contrôle de la presse, des rassemblements publics et des ONG partisans

En Haute-Silésie, la presse, les ONG partisans ou les agitateurs remettent en cause l'action de la coalition. La C.I.G.P doit agir à leur encontre avec leur plus grande fermeté afin de soustraire la population de leurs influences subversives. A travers des associations partisans, les gouvernements de Berlin et de Varsovie participent aux distributions de vivres et de produits de première nécessité. Cette situation indigné le député Maurice Barrès en France : « Ces distributions de vivres et de vêtements se font par les soins du gouvernement de Berlin, qui s'en sert comme un moyen de pression électorale dans le plébiscite. »<sup>58</sup>. La C.I.P.G impose à partir de 1921 des solutions transactionnelles par le biais de la Croix Rouge ou de son propre service du ravitaillement, pour soustraire la population des organisations gouvernementales partisans. Dans le domaine de la presse, la C.I.G.P utilise la censure ciblée afin de maintenir l'ordre public, notamment pendant les semaines précédant le plébiscite. La coalition recourt aussi au contrôle du trafic postal, ce qui lui permet de démanteler un réseau de « travailleurs forestiers » qui recevaient des soldes en provenance des organisations de corps francs en Allemagne. Les agitateurs publics se voient expulsés du territoire de Haute-Silésie après plusieurs rappels de la C.I.G.P. L'ensemble de ces mesures permet de soustraire la population de la propagande et des pressions des gouvernements de Berlin et de Varsovie avant le plébiscite.

Initiée en Indochine puis approfondie face au FLN, la réflexion sur la contre-rébellion prend en compte les champs immatériels et, plus spécifiquement, l'adhésion de la population. Une véritable rupture dans la formation des élites en découle avec la création des écoles régionales comme les centres d'instruction à la pacification et à la contre-guérilla (CIPCG) de Philippeville et Arzew dès 1958, ou par le biais de conférences d'officiers comme

---

<sup>58</sup> « Le ravitaillement des mineurs », séance de la Chambre des députés du 17 septembre 1920, Maurice Barrès, *La politique rhénane. Discours parlementaires*, Paris, Bloud & Gay, 1920.

C.Lacheroy<sup>59</sup> dans les universités ou au profit des formations politiques. Ces formations se concentrent sur la nécessité d'encadrer la population pour la soustraire de l'influence des mouvements révolutionnaires : censure de la presse, restriction des libertés publiques et contrôle des organisations internationales subversives. Cette réflexion quant à la prise en compte des champs immatériels afin d'obtenir l'adhésion de la population reste cantonner à la période des guerres de décolonisation et disparaît avec l'avènement de la dissuasion nucléaire. En pleine guerre d'Irak, l'armée américaine puisera dans ces écrits sa doctrine de contre-insurrection.

Aujourd'hui, les opérations d'influence passent essentiellement par les nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC). Le déni d'information, la manipulation, l'intimidation ou la désinformation sont autant d'outils cyber utilisés par les groupes terroristes, les acteurs non-étatiques ou les pays non-démocratiques pour manipuler les populations. L'État Islamique use des réseaux sociaux avec la plus grande habileté pour recruter ses combattants en Europe, mener sa guerre de propagande et psychologique. Il ne suffit plus seulement de protéger uniquement la population des provinces disputées, mais aussi de défendre son territoire national par la mise en œuvre d'une cyberdéfense au plus tôt, et dans un second temps, de développer des outils offensifs permettant de détruire à distance les centres propagandes ennemis qui se situent sur les zones où les troupes sont déployées. Le Sénat français a publié en avril 2015 un rapport sur les recommandations pour lutter contre ce type de menace hybride dans lequel il évoque la nécessité de « contrer le djihad médiatique »<sup>60</sup>. Une des caractéristiques de la guerre hybride actuelle réside dans la nécessité de combattre à l'étranger et de défendre son territoire aussi bien dans le domaine physique avec la neutralisation des éléments présentant une menace que dans le champ cyber grâce au développement d'outils offensifs.

---

<sup>59</sup> Charles Lacheroy, *Action Viêt-Minh et communiste en Indochine ou une leçon de "guerre révolutionnaire"*, conférence prononcée à l'IHEDN le 25 avril 1955.

<sup>60</sup> Nathalie Goulet et André Reichardet, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe*, Sénat rapport n°338, Edition des Lois et Décrets du 2 avril 2015.

## Conclusion

Au vue des constantes mises en avant tant dans l'intervention alliée en haute-Silésie en 1921 que dans les exemples récents, la guerre hybride puisse son origine bien au-delà de la période actuelle. Les auteurs tels que Roger Trinquier, Mao Zedong ou John J. McCuen, apportent durant la période 1945 à 1965 une réflexion sur les guerres révolutionnaires, sans toutefois lui donner un nom précis. Ce sera fait en 2005 par deux officiers du corps des Marines des Etats-Unis avec l'article *Future Warfare : the rise of Hybrid wars*<sup>61</sup>. De nombreux reproches existent en France sur cette notion qui est qualifiée bien souvent de « fourre-tout ». Cette attitude peut sembler justifiée pour celui qui ne saisit pas la complexité de la guerre hybride. En effet, comment lier dans une même définition « approche indirecte », stratégie régulière » et « tactique irrégulière » ? C'est la force de la définition proposée par le général James N. Mattis et le colonel Frank Hoffman en 2005 aux Etats-Unis, puis par Elie Tenenbaum en 2015 en France. Comme le montre l'exemple de Haute-Silésie en 1921, la mise en œuvre d'une stratégie indirecte, mêlant noyautage des grandes organisations, utilisation d'agents clandestins et de troupes irrégulières sans uniforme, ainsi que des opérations d'influence pour gagner les faveurs des populations ou de la communauté internationale, ne présente rien de nouveau. La force du terme « guerre hybride » réside dans la capacité à nommer cette approche indirecte visant à déstabiliser un pays.

Donner un nom à un phénomène présente l'avantage de pouvoir trouver des solutions pour le contrer. La recherche de la bataille décisive visant l'anéantissement des forces ennemies devient dépassée dans ce type de guerre. Il importe aujourd'hui de se montrer maître successivement de trois champs de bataille distinct : le contrôle de l'opinion nationale et internationale par la mise en œuvre d'une stratégie politico-militaire cohérente sur le terrain, acceptée médiatiquement et soutenable économiquement ; le milieu physique contrôlé par les forces conventionnelles et les unités supplétives nécessaires au maillage du territoire ; enfin, le champ des perceptions des populations locales qu'il convient de contrôler et de protéger des influences néfastes. La non-maîtrise d'un des trois champs de bataille (physique, population et opinion) ou le non-respect de la succession des étapes, assurent quasiment l'échec de l'intervention. En effet, il faut s'assurer de la résilience de sa nation et de sa propre volonté politique avant d'intervenir face à un ennemi déterminé qui joue sa survie. De même,

---

<sup>61</sup> James N. Mattis (général) et Frank Hoffman (colonel), *op. cit.*

il paraît illusoire de gagner les cœurs et les esprits sans contrôler l'espace physique et garantir la sécurité des populations en interactions avec la Force. Les notions de « victoire » et « défaite » laissent place aux termes « succès » et « échec ». Le centre de gravité des opérations change aussi dans le même temps : le cœur et les esprits de la population, locale, nationale et internationale, succèdent à la réserve tactique ou stratégique de l'ennemi. Les exemples récents de lutte contre l'hybridité montrent que les armées aux caractères interventionnistes ont saisi aujourd'hui les rouages de la guerre hybride : les Etats-Unis et la France dans le but de la contrer ; la Russie, dans le but d'en user. Parce qu'elle agit dans tous les domaines d'une société, l'hybridité nécessite une réponse qui dépasse le cadre militaire. Il paraît important de sortir de l'impasse de l'approche globalement militaire pour une approche interministérielle, telle que les Etats-Unis préconisent ou que l'ONU met en œuvre dans ses missions de maintien de la paix, afin de lutter contre les menaces hybrides.

Si de nombreuses études portent sur les réponses à apporter à l'hybridité, il paraît aussi indispensable de développer des outils pour déceler le commencement de l'attaque. Parce qu'elle intervient dans l'ensemble des secteurs de la vie nationale, il importe que tous les ministères se montre attentifs aux prémices de déstabilisation. L'organisation Multinational Capability Development Campaign (MCDC) dans l'article *Understanding Hybrid Warfare*<sup>62</sup> paru en janvier 2017, préconise une approche analytique basée sur les six domaines communément utilisés en étude stratégique, les PMSEII : politique, militaire, social, économique, infrastructure, et information. Ce document insiste sur trois indicateurs du lancement d'une attaque hybride : le ciblage des vulnérabilités critiques de la société, la synchronisation des attaques dans tous les domaines et enfin l'utilisation de l'irrégularité. Ainsi, si les armées se penchent aujourd'hui sur la stratégie à mettre en œuvre pour lutter contre la guerre hybride à l'étranger, une approche interministérielle devrait être mise en œuvre afin de déceler au plus tôt les menaces contre notre territoire nationale et, ainsi, endiguer leurs développements.

---

<sup>62</sup> Dr Patrick J.Cullen et Erik Reichborn-Kjennerud, *Understanding Hybrid Warfare*, Multinational Capability Development Campaign (MCDC), janvier 2017

## Annexe 1

### Chronologie de l'intervention alliée en Haute-Silésie, 1920-22

<u>Dates</u>	<u>Evènements</u>
<b><u>1919</u></b>	
18 au 26/08	Grève insurrectionnelle connue sous le nom de 1 <sup>er</sup> soulèvement polonais, réprimé par l'armée et les forces de police allemande
1920	
20/01	Arrivée des premiers contingents alliés
11/02	Début de l'administration de la province par la C.I.G.P
20/08 au 20/09	2 <sup>ème</sup> insurrection polonaise. Combat entre la police de sécurité allemande et les groupes d'autoprotection polonais
<b><u>1921</u></b>	
20/03	Plébiscite de Haute-Silésie
02/05 au 24/06	3 <sup>ème</sup> insurrection polonaise. Combat entre l'armée du général Hoefler (Allemagne, 40 000 hommes) et l'armée du général Haller (Pologne, 50 000 hommes).
11/08	Echec des négociations entre alliés sur le partage de la Haute-Silésie
12/10	Le conseil de la SDN prend en charge le dossier de Haute-Silésie
20/10	Décision de la SDN sur le partage de la Haute-Silésie
<b><u>1922</u></b>	
15/05	Accord de Genève germano-polonais relatif à la Haute-Silésie sous l'égide de la SDN
03/07	Départ des troupes françaises

## Annexe 2

### Cartes de la Haute-Silésie



## Sources et bibliographie

- Annan Kofi A. (Secrétaire général de l'ONU), *guide pour les missions intégrées*, ONU, New-York, 9 février 2006.
- Beaupré Nicolas, *Occuper l'Allemagne après 1918*, Revue historique des armées 254/2009 : les conséquences militaires des traités de paix, Paris, Service historique de la défense, 15 mars 2009.
- Bond Margaret S. (colonel), *Hybrid war: a new paradigm for stability operations in failing states*, U.S. Army war college, Carlisle Pennsylvania, 30 mars 2007.
- Bounat Ulrich, *la guerre hybride en Ukraine*, Paris, Éditions du Cygne, 2016.
- Cattaruzza Amaël, *La conquêtes des cœurs et des esprits par une force irrégulière : réflexions stratégiques autour du cas de l'UCK (Kosovo)*, in C.Malis, H.Strachan et D.Daner (dir) *La guerre irrégulière*, Paris, Economica, 2011.
- Centre Interarmées de Concepts, de Doctrine et d'Expérimentation (CICDE), concept Interarmées (CIA) 3.4.4, *Les opérations contre un Adversaire Irrégulier (ADIR) 2<sup>e</sup> éd.*, mars 2011.
- Chekinov S.G & Bogdanov S.A, *The nature and content of a new generation war*, 2013.
- Cullen Patrick J. et Reichborn-Kjennerud Erik, *Understanding Hybrid Warfare*, Multinational Capability Development Campaign (MCDC), janvier 2017
- Dessberg Frédéric, *Enjeux et rivalités politiques franco-britanniques : le plébiscite de haute Silésie (1921)*, Revue historique des armées 254/2009 : les conséquences militaires des traités de paix, Paris, Service historique de la défense, 15 mars 2009.
- DIA-3.17, « *Fouille opérationnelle* », N° 152/DEF/CICDE/NP, centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE), 12 février 2009.
- Field Manual 3-24, Marine Corps Warfighting Publication 3-33.5, *Insurgencies and countering insurgencies*, May 2014.
- Gallieni Joseph (Maréchal), "*Rapport d'ensemble sur la pacification, l'organisation et la colonisation de Madagascar*", Paris, Charles-Lavauzelle, 1900.
- Goulet Nathalie et Reichardet André, *Rapport fait au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens de la lutte contre les réseaux djihadistes en France et en Europe*, Sénat rapport n°338, Edition des Lois et Décrets du 2 avril 2015.
- Goya Michel (colonel), *Irak, les armées du chaos*, Economica, Paris, 2009.

- Goya Michel (colonel), *Tempête rouge-Enseignements opérationnels de deux ans d'engagement russe en Syrie*, blog « La voie de l'épée », 12 septembre 2017.
- Graczyk Konrad, *Police services in Upper Silesia during the Silesian uprisings*, Faculty of law and administration, University of Silesia, February 2015.
- Guiton Jean, *Hitler, la révolution et la Guerre*, in *La pensée et la guerre*, Paris, Editions Desclée de Brouwer, 2017, réédition de 1969.
- Herman Edward S. et Chomsky Noam, *La fabrication du consentement : de la propagande médiatique en démocratie*, Agone, 2008.
- Huber Thomas M., « Compound Warfare: A Conceptual Framework », in Thomas M. Huber (dir), *Compound warfare: the fatal knot*, Fort Leavenworth, KS, U.S. Army Command and General Staff College Press, 2002.
- Kolossov Vladimir, *Etudes des frontières, approches post-modernes*, in *Diogène* 2005/02 (n°210), Presses universitaires de France, 2005.
- Lacheroy Charles, *"Action Viêt-Minh et communiste en Indochine ou une leçon de "guerre révolutionnaire"*, conférence prononcée à l'IHEDN le 25 avril 1955.
- Laforest Christophe, *La stratégie française et la Pologne (1919-1939). Aspects économiques et implications politiques*, in : *Histoire, économie et société*, 2003, 22<sup>e</sup> année, n°3. pp. 395-41.
- Le Guillou (capitaine), *La question de Haute-Silésie*, mémoire de l'Ecole des sciences politiques, Paris, 1930.
- Liang Qiao (colonel) et Xiangsui Wang (colonel), *La guerre hors limites*, traduction française par Rivage poche, 8 mars 2006.
- Lyautey Hubert (Maréchal), *"Du rôle colonial de l'armée"*, Paris, A. Colin, 1900.
- Makki Sami, *Civilo-militaires (opérations)*, in *Dictionnaire de la guerre et de la paix* sous la direction de Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel, Presses universitaires de France, Paris, 2017.
- Mattis James N. (general) et Hoffman Frank (colonel), « Future Warfare: the rise of Hybrid wars », U.S. Marine Corps Proceedings, novembre 2005, vol. 131, n° 11.
- McCuen John J. (colonel), *Hybrid wards*, in *Military Review*, Mar/Apr 2008, ProQuest, Pg. 107, 2008.
- McCuen John J. (colonel), *The art of Counter-revolutionary war – The strategy of counter-insurgency*, Harrisburg, PA: Stackpole Books, 1967.
- Neag Mihai Marcel, *A new typology of war -The hybrid war*, "Nicolae Balcescu" Land Forces Academy, Sibiu, Roumanie, 2016.

- Porte Rémi (colonel), *Haute-Silésie 1920-22, Laboratoires des « leçons oubliées » de l'armée française et perceptions nationales*, Paris, Riveneuve éditions, 2009.
- Radulescu Marian (lieutenant-colonel), *Counter-hybrid warfare. Developments and ways of counteracting hybrid threats / war*, NCO "BASARAB I" Academy, Pitesti, Roumanie, 2015.
- Ravel Frédéric et Holeindre Jean-Vincent, *La fin des guerres majeures?*, Economica, Paris, 2010.
- Schmidt Carl, *La Notion de politique. Théorie du partisan*, traduit par Marie-Louise STEINHAUSER, Paris, Flammarion, 1992.
- Tenenbaum Elie, « le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, n°63, octobre 2015.
- Tooley T. Hunt, *German political violence and the border plebiscite in Upper Silesia, 1919-1921*, in *Central European History*, vol 21, n°1, Cambridge University Press, March 1988
- Trinquier Roger, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 1961.
- Zedong Mao, « De la guerre prolongée (1938) », in *Ecrits militaires de Mao Tse Toung*, Pékin, Éditions en langues étrangères, 1969.